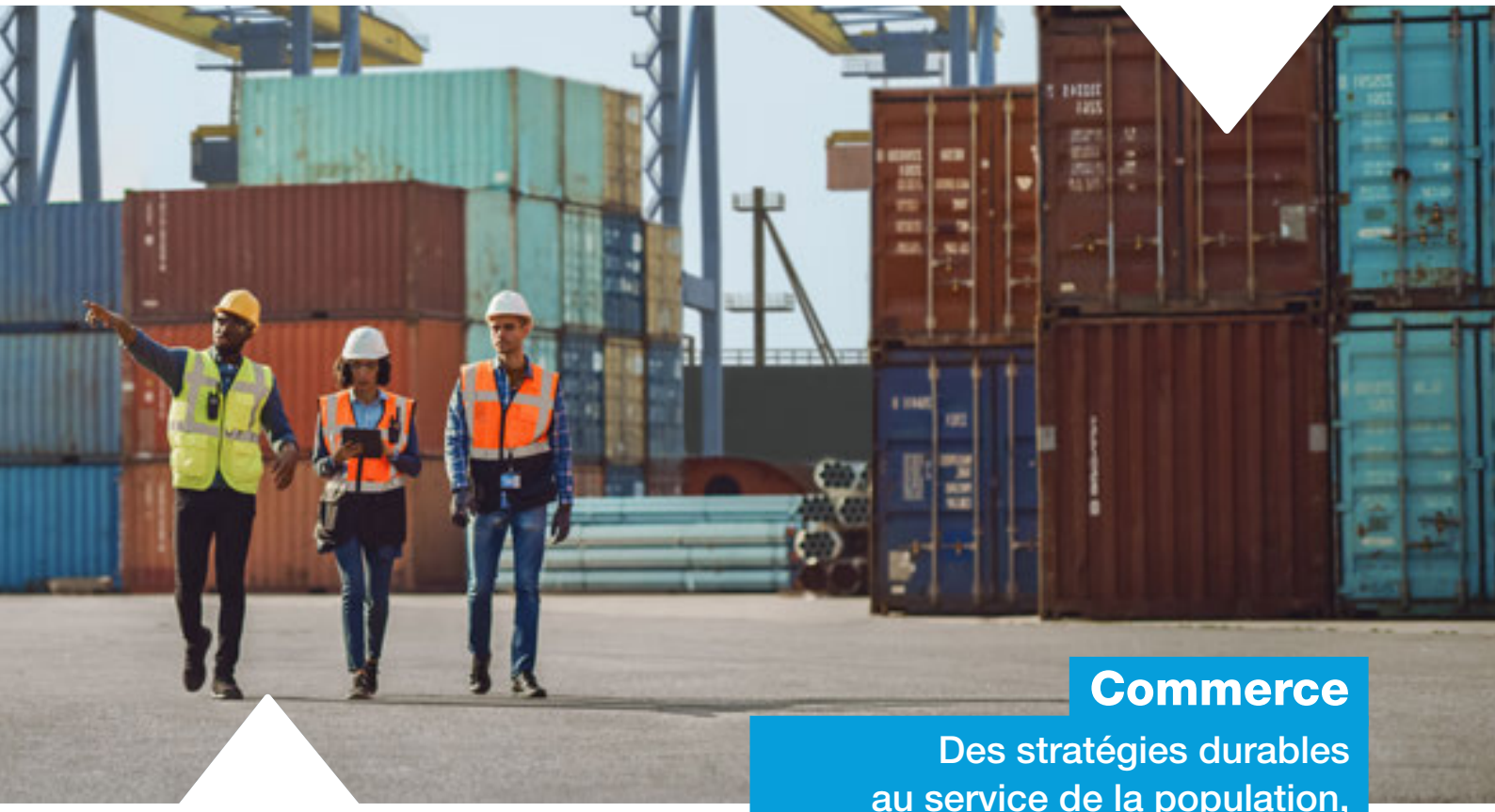
CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES
SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

RAPPORT ANNUEL 2023



Commerce

Des stratégies durables
au service de la population,
de la planète et de la prospérité

Nations Unies

CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES
SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT

RAPPORT ANNUEL 2023

Commerce
Des stratégies durables au service de la population, de la planète et de la prospérité

Nations Unies
Genève, 2024

Avant-propos de la Secrétaire générale

6

La CNUCED en bref

8

L'équipe dirigeante de la CNUCED

10

Cabinet de la Secrétaire générale

12

Faits saillants dans le domaine de la gestion

20

Appui aux États membres

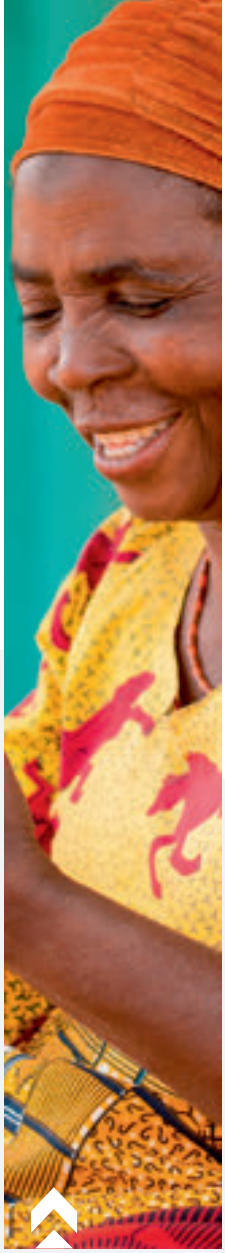
24

Communication et relations extérieures

26

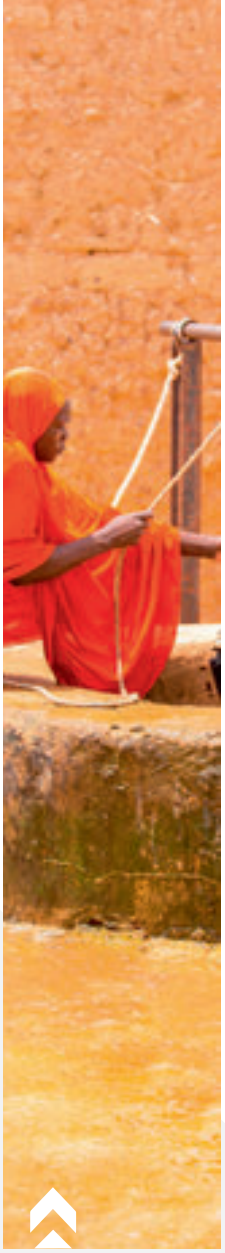
Principales publications

28



Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux

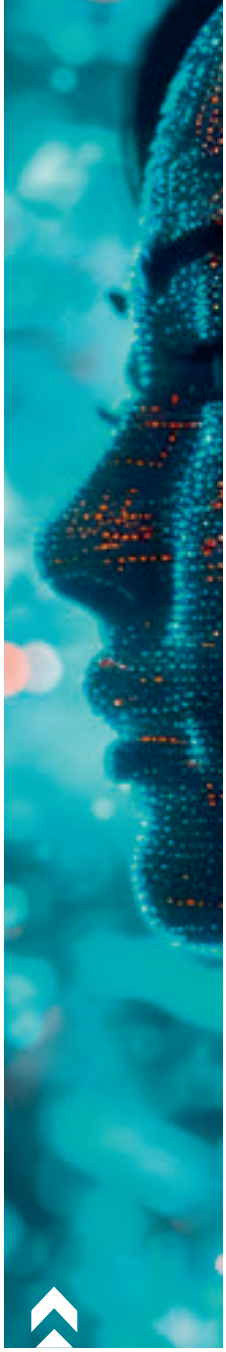
32



Division de la mondialisation et des stratégies de développement
38

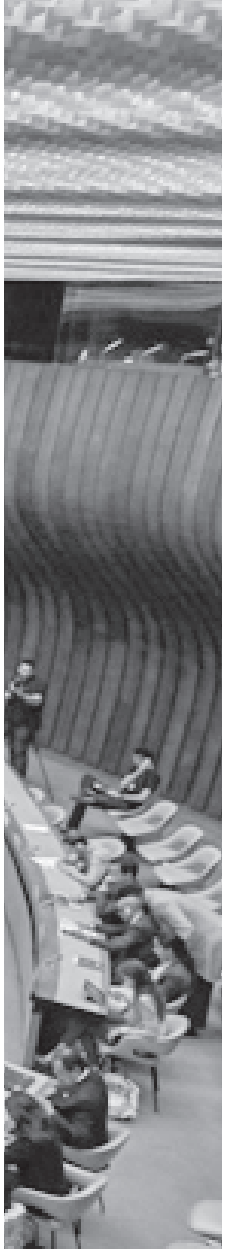
Division du commerce international et des produits de base
44

Division de l'investissement et des entreprises
52



Division de la technologie et de la logistique
60

Service des statistiques de la CNUCED
70



Bureau de New York
76

Bureau régional pour l'Afrique
80

Rebeca Grynspan
Secrétaire générale
de la CNUCED

Avant-propos

En 2023, la conjoncture mondiale a posé un ensemble de difficultés qui ont mis notre résilience à rude épreuve tout en révélant de nouvelles perspectives de coopération. Si certaines économies semblent avoir réussi un « atterrissage en douceur », nombre de pays en développement continuent de souffrir de manière disproportionnée. Comme ne cessent de nous le rappeler la faiblesse de la croissance, de l'investissement et du commerce, les guerres, le poids croissant de la dette et la crise climatique en cours : il nous incombe d'éviter tout excès d'optimisme et de susciter un changement porteur de transformation.

Tout au long de cette période de turbulences, la CNUCED a non seulement fait preuve de solidité, mais su aller de l'avant, pour s'adapter à l'évolution des besoins. En cette période décisive, nous avons élargi et actualisé notre panoplie d'outils de coopération technique, explicité les nouvelles tendances mondiales par des travaux de recherche de premier ordre et renforcé notre capacité de former le consensus.

En 2023, nous avons publié plus de 146 rapports, dont nos sept publications phares[1]. Nous y avons analysé des questions complexes allant de la protection des ressources océaniques par un « Pacte bleu » à la compilation de données à jour sur le déficit de financement des objectifs de développement durable (ODD) dans les pays en développement ; des possibilités pour l'Afrique de mettre ses ressources en minéraux critiques au service de sa transformation structurelle, aux paramètres de mesure de la géopolitique commerciale ; de la présentation en temps utile de données prospectives pour les négociations en mer Noire, à la détermination de l'aggravation de la crise de la dette dans le monde du Sud. De même, le rapport annuel sur l'assistance de la CNUCED au peuple palestinien, présenté conformément à la résolution 77/22 de l'Assemblée générale des Nations Unies, a été livré fin 2023. Il met en évidence la situation très précaire dans laquelle vivait le peuple palestinien avant même le début du conflit et de la crise humanitaire actuels.

Les réformes engagées en 2022 pour renforcer les moyens statistiques de la CNUCED ont commencé de porter leurs fruits l'an dernier, comme il ressort des résultats importants qui ont été obtenus au titre de l'initiative « Au-delà du PIB », des activités de détermination des coûts des ODD au niveau national, et de la mesure des synergies dans les trajectoires de transition vers les ODD. Parallèlement, la CNUCED renforce son rôle d'organe des Nations Unies chargé de la mesure et de l'analyse de la coopération Sud-Sud.

Une initiative visant à établir une stratégie globale pour les petits États insulaires en développement a été convenue avec les acteurs concernés ; elle sera présentée en 2024. Le groupe de travail interdivisions sur les questions de genre, créé en 2022, a commencé d'organiser des consultations d'experts, auxquelles ont participé des décideurs et des universitaires qui s'intéressent au commerce et au développement sous l'angle du genre, en vue de renforcer les travaux d'analyse sur les questions de genre et le commerce.

Au cours de l'année écoulée, notre détermination à trouver des solutions s'est traduite par une volonté de développer notre action par la collaboration. Nous avons coopéré étroitement avec le Cabinet du Secrétaire général, à New York, d'autres organismes des Nations Unies et les commissions économiques régionales, par exemple en participant à la rédaction du rapport A World of Debt et de trois notes de synthèse en prévision du Sommet de l'avenir, consacrées respectivement à l'initiative « Au-delà du PIB », à l'architecture financière internationale et au Pacte numérique mondial. En outre, notre participation croissante à des instances internationales – Groupe des Vingt, Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (vingt-huitième session) et Sommet de l'Union africaine, par exemple – nous a permis de placer le point de vue des

[1] *Rapport sur l'économie numérique, Rapport sur le développement économique en Afrique, étude sur les transports maritimes, Rapport sur la technologie et l'innovation, Rapport sur les pays les moins avancés, Rapport sur le commerce et le développement et Rapport sur l'investissement dans le monde.*

pays en développement au centre du débat mondial, aidés dans cette tâche par les délibérations de notre propre Conseil (et de celles des organes et commissions connexes), dont la capacité de formation de consensus est de plus en plus grande.

Grâce à une coopération plus solide et à une interaction plus grande avec ses États membres, la CNUCED a organisé l'an dernier 245 réunions intergouvernementales, contre 198 en 2022. Le nombre de participants à ses réunions a augmenté encore plus rapidement, avec une nette augmentation du nombre d'inscriptions aux manifestations par rapport à 2022, celui-ci passant de 12 986 en 2022 à 18 526 en 2023 (+ 42 %). La CNUCED a aussi organisé des journées d'initiation à l'intention des représentants nouvellement en poste. Ces réunions ont été coordonnées avec différentes divisions de la CNUCED et visaient à renseigner les nouveaux représentants sur le fonctionnement du mécanisme intergouvernemental de l'Organisation.

Parallèlement, la CNUCED a renforcé sa participation aux activités de formation de consensus organisées à New York. Elle a joué un rôle central dans la formation de consensus à la Commission économique et financière de l'Assemblée générale (Deuxième Commission) sur plusieurs questions de développement essentielles. La CNUCED est à l'origine de l'établissement et de la présentation des rapports du Secrétaire général de l'ONU concernant les résolutions relatives au commerce international, aux produits de base, à l'investissement, aux technologies de l'information et de la communication, à la science, la technologie et l'innovation, à l'économie créative, à la soutenabilité de la dette et aux flux financiers illicites. En outre, elle a concouru directement, un mois durant, à la négociation de 7 des 41 résolutions dont la Deuxième Commission était saisie à sa soixante-dix-huitième session.

La CNUCED a aussi renforcé son dialogue stratégique avec le secteur privé – avec la Chambre de commerce internationale dans le cadre de l'Initiative de la mer Noire, avec le secteur maritime pour encourager la transition vers les combustibles durables et avec la communauté d'investisseurs de son propre Forum mondial de l'investissement – consciente du rôle essentiel que ces acteurs peuvent jouer eux aussi dans l'édification d'un monde meilleur. Ces partenariats ont permis que les travaux de recherche et d'analyse de la CNUCED ne restent pas cantonnés entre les pages des rapports que nous consacrons tant d'efforts à produire, mais débouchent sur des solutions concrètes aux problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Notre efficacité se mesure à notre capacité de communiquer efficacement. L'an dernier, la CNUCED a franchi de nouveaux caps en dépassant le millionième téléchargement de ses publications, en recevant plus de huit millions de visites sur son site Web et en mobilisant près d'un million de personnes sur les médias sociaux. Dans le même temps, elle aussi progressé concrètement vers un renouvellement et une gestion stratégique de sa marque et à l'approche de son soixantième anniversaire, en juin 2024.

La voie reste périlleuse, mais nous croyons en nos chances de succès – forts de notre action, de nos partenariats et de notre volonté d'accomplir notre mandat. La perspective du soixantième anniversaire de la CNUCED, en 2024, et de la seizième session de la Conférence, en 2025, nous stimulent, et nous sommes plus déterminés que jamais à promouvoir le commerce et le développement au service de tous. L'avenir dépend de la capacité que nous aurons, collectivement, de nous montrer à la hauteur, et la CNUCED sera à l'avant-garde de cet effort.

Rebeca Grynspan
Secrétaire générale de la CNUCED

195
États membres

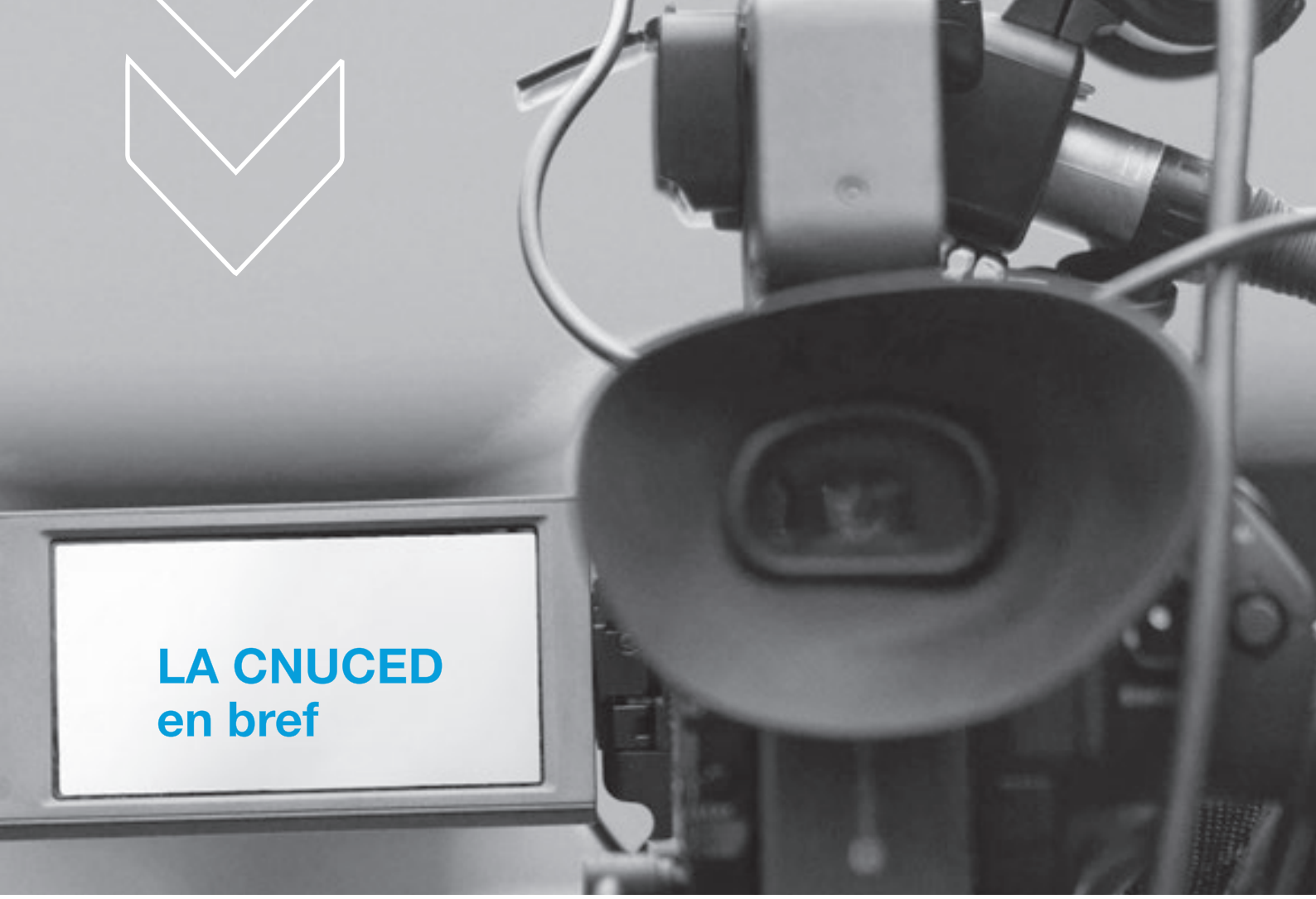
513
fonctionnaires

79,3
millions de dollars de budget ordinaire

59
millions de dollars de dépenses de coopération technique

244
publications, travaux de recherche et d'analyse et documents destinés aux organes délibérants

219
projets dans 74 pays



LA CNUCED en bref

La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) est la principale institution s'occupant du commerce et du développement au sein du système des Nations Unies.

La CNUCED est un organe intergouvernemental permanent, créé par l'Assemblée générale des Nations Unies en 1964. Elle est **l'une des institutions du système des Nations Unies qui compte le plus grand nombre de membres, soit 195 pays**.

La CNUCED aide les pays en développement à bénéficier plus équitablement et plus efficacement de la mondialisation. Elle produit des analyses économiques et commerciales de tout premier ordre, facilite les processus intergouvernementaux et la formation de consensus, et mène **plus de 200 projets d'assistance technique dans plus de 70 pays**.

Active aux échelons national, régional et international, la CNUCED aide les pays à mobiliser le commerce, l'investissement, le financement et la technologie au service d'un développement inclusif et durable. Elle les aide également à faire face à des problèmes urgents comme l'emballement de la dette, **les inégalités et les changements climatiques**.

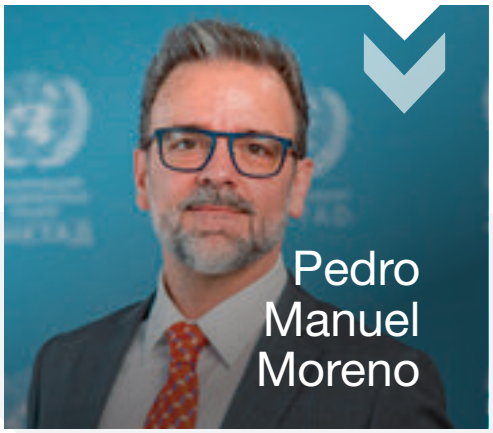
La Secrétaire générale de la CNUCED, Rebeca Grynspan, coordonne l'**Équipe spéciale du Groupe d'intervention mondiale des Nations Unies face aux crises alimentaire, énergétique et financière**, en mobilisant des solutions pratiques pour aider les pays, en particulier les plus vulnérables, à surmonter les crises en cascade – alimentaire, énergétique et financière – survenues au lendemain de la guerre en Ukraine.

Économiste, ancienne Vice-Présidente du Costa Rica et avocate bien connue du développement humain, la **Secrétaire générale Rebeca Grynspan est la première femme à occuper la fonction de Secrétaire générale de l'organisation**.

La CNUCED a son siège à **Genève** et dispose de bureaux régionaux à **New York** et **Addis-Abeba**

L'équipe dirigeante de la CNUCED en 2023

Secrétaire générale



Secrétaire général adjoint

Chef de cabinet
Directeur, Service de la gestion et de l'appui aux programmes

Directeur
Division de l'Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux

Directeur
Division de la mondialisation et des stratégies de développement

Directrice (par intérim)
Division du commerce international et des produits de base

Directeur
Division de l'investissement
et des entreprises

Directrice
Division de la technologie
et de la logistique

Administratrice
Service des statistiques

Directeur
Service de liaison et d'appui
intergouvernementaux

© Fondation des Nations Unies/Sara Kerens | CNUCED
La Secrétaire générale de la CNUCED, Rebeca Grynspan (à gauche), a reçu le 16 novembre, à New York, le Prix des Héros des Nations Unies pour son travail ayant rendu possibles l'Initiative de la mer Noire et le mémorandum d'accord parallèle entre la Fédération de Russie et l'Organisation des Nations Unies.

Cabinet de la Secrétaire générale

2023 a été une année difficile mais transformatrice pour la CNUCED.

Le monde n'était pas tout à fait sorti d'affaire : en témoignent les conséquences persistantes et massives des crises en cascade qui ont sévi depuis la pandémie de COVID-19. Ces difficultés sont venues s'ajouter aux prix élevés de l'énergie et des produits alimentaires, aux perturbations de la chaîne d'approvisionnement et à l'aggravation des crises de la dette et du climat, autres problèmes urgents qui ont durement touché les pays en développement.

Sous la direction de la Secrétaire générale Rebeca Grynspan, la CNUCED a redoublé d'efforts pour défendre la cause des pays en développement sur la scène mondiale, tout en poursuivant ses travaux dans ses trois grands domaines d'action – recherche et analyse, formation de consensus et coopération technique.

Tout au long de l'année, la CNUCED a contribué à des réformes essentielles de l'architecture financière internationale et a joué son rôle de chef de file dans la réflexion internationale sur le commerce, l'investissement et la technologie. En outre, elle a accéléré la mise en œuvre du Pacte de Bridgetown au moyen de pratiques de gestion axées sur les résultats.

La CNUCED a aussi veillé à tenir compte de la dimension de genre dans le cadre de son large mandat, tant pour mettre fin aux obstacles particuliers auxquels les femmes se heurtent dans la participation au commerce que pour promouvoir des retombées commerciales plus équitables et inclusives.

La Secrétaire générale Rebeca Grynspan : présence internationale forte, vaste programme de travail

En 2023, la CNUCED a continué d'accroître sa participation à diverses réunions internationales de haut niveau.

En mai, la Secrétaire générale Rebeca Grynspan a accompagné le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, au quarante-neuvième sommet du Groupe des Sept, tenu à Hiroshima (Japon), appelant l'attention sur les préoccupations du monde du Sud lors des délibérations du Sommet.

En juin, en tant que membre de la délégation officielle du Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, la chef de la CNUCED a participé au Sommet de Paris pour un nouveau pacte financier mondial, qui était axé sur la recherche de solutions afin de rendre le système financier international plus équitable, plus efficace et plus réactif.

En septembre, le Secrétaire général Grynspan a dirigé une délégation de la CNUCED lors de la semaine de haut niveau de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, à New York.

À cette occasion, la Secrétaire générale Grynspan, conjointement avec d'autres responsables mondiaux, a rappelé l'importance du financement pour tenir la promesse des ODD des Nations Unies, tout en soulignant les dispositions très concrètes que la communauté internationale peut prendre pour soutenir l'investissement, la restructuration de la dette, les liquidités et le financement d'urgence pour les pays en développement.

La chef de la CNUCED a aussi participé à une série de réunions de haut niveau pour recommander des politiques de commerce et de développement qui aident les pays en développement à faire face aux crises mondiales cumulatives et complexes induites par les changements climatiques et la guerre en Ukraine, dans le contexte mondial de l'après COVID-19.

© CNUCED | La Secrétaire générale de la CNUCED, Rebeca Grynspan, s'exprime au nom du Système des Nations Unies au sixième dialogue des responsables, organisé le 19 septembre 2023 dans le cadre du Sommet 2023 sur les ODD.

Positionner la CNUCED comme force de changement réelle

Sous la responsabilité de la Secrétaire générale Grynspan, la CNUCED a continué de montrer en 2023 que l'organisation ne se résume pas à une conférence et un organe de réflexion, mais constitue une force de changement positive dans le monde réel.

À travers plus de 200 projets de coopération technique dans plus de 70 pays, et en contribuant aux travaux du Groupe d'intervention mondiale des Nations Unies face aux crises alimentaire, énergétique et financière (GIMC), la CNUCED s'est employée à mobiliser un soutien pour trouver des solutions à certains des problèmes de développement les plus difficiles qui existent dans le monde.

Le GIMC a été créé en mars 2022 par le Secrétaire de l'ONU, António Guterres pour répondre aux crises alimentaire, énergétique et financière sans précédent qui sévissent dans le monde.

La Secrétaire générale de la CNUCED, Rebeca Grynspan, a coordonné les travaux de l'équipe spéciale du GIMC, qui comporte trois groupes de travail pour les questions alimentaires, énergétiques et financières, la CNUCED étant coresponsable des questions financières.

Dans le cadre du GIMC, la CNUCED a continué de travailler en étroite collaboration avec le Cabinet du Secrétaire général de l'ONU à New York, en apportant des contributions décisives et en accompagnant le chef de l'ONU lors de manifestations à fort impact, notamment au sommet du Groupe des Sept à Hiroshima et au Sommet de Paris pour un nouveau pacte financier mondial.

En 2023, le GIMC a produit deux rapports : l'un sur les vulnérabilités mondiales multidimensionnelles touchant les combustibles, les produits alimentaires et le financement, et l'autre sur la question de la forte augmentation de la dette publique dans le monde, celle-ci ayant atteint le montant record de 92 000 milliards de dollars en 2022. Le rapport indique qu'environ 3,3 milliards de personnes vivent dans des pays dont les dépenses sont plus élevées pour le service de leur dette que pour la santé ou l'éducation.

Ce rapport, intitulé *A World of Debt: A Growing Burden to Global Prosperity*, offre une plateforme innovante, axée sur les données, qui regroupe les connaissances du système des Nations Unies sur la dette, avec des contributions de la CNUCED, du GIMC, du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et des cinq commissions économiques régionales de l'ONU,

A World of Debt met à la disposition des décideurs une panoplie d'outils en ligne éclairant la situation de la dette des pays, et a été largement cité par les responsables mondiaux et les médias.

Le rapport a fait partie des finalistes du Prix 2023 du Secrétaire général de l'ONU dans la catégorie « Cinq axes de changement pour une ONU 2.0 ».

La CNUCED unie dans l'action : résultats des activités interdivisions

Tout au long de l'année, le Cabinet de la Secrétaire générale a donné l'impulsion dans les activités interdivisions, en veillant à ce que la CNUCED contribue au débat international sur le commerce et le développement avec cohérence et coordination.

Sur les questions relatives à la réforme du système financier international, la CNUCED a créé une nouvelle interface regroupant des experts de toutes les divisions, tout en collaborant étroitement avec le PNUD et le Département des affaires économiques et sociales.

Cette synergie a permis une participation plus soutenue de la CNUCED aux travaux du Groupe des Vingt, où elle est représentée désormais aux réunions des ministres des finances, et à la réunion des sherpas, organe de supervision pour l'établissement des priorités et les négociations.

Ces collaborations ont aussi contribué à positionner stratégiquement la CNUCED dans les débats menés à l'approche du Sommet de Paris pour un nouveau pacte financier mondial, du Sommet de 2023 de l'ONU sur les ODD et du Sommet de l'avenir devant avoir lieu en 2024.

En ce qui concerne l'environnement et les changements climatiques, des experts de plusieurs divisions se sont réunis pour garantir la cohérence des orientations et propositions devant être présentées à la vingt-huitième session de la Conférence des Parties (COP) à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, sur un ensemble de questions thématiques fondamentales allant du financement et des investissements pour l'action climatique à la décarbonation de la chaîne d'approvisionnement en passant par les minéraux critiques, l'économie bleue et la lutte contre la pollution par les matières plastiques.

Pour la première fois, la conférence annuelle de l'ONU sur le climat a consacré une journée entière au commerce, et un pavillon commun des questions commerciales, partenariat entre la CNUCED, le Centre du commerce international et la Chambre de commerce internationale, y a été installé.

Concernant l'aide aux petits États insulaires en développement (PEID), la CNUCED a mis au point une stratégie associant des experts de toutes les divisions. Celle-ci prévoit plusieurs interventions visant à aider les PEID à mieux s'intégrer dans l'économie mondiale, à devenir plus résilients économiquement et à promouvoir une croissance inclusive et durable.

La stratégie, contrôlée par le Groupe des PEID, instance située à Genève, a été exécutée. Elle est assortie d'un certain nombre de programmes qui commenceront dans les meilleurs délais.

Une CNUCED renouvelée à l'approche de son soixantième anniversaire

L'année prochaine, la CNUCED célébrera le soixantième anniversaire de sa création, les célébrations officielles devant avoir lieu du 12 au 14 juin 2024 au Palais des Nations à Genève, en présence du Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres.

Les préparatifs de la célébration ont déjà commencé en 2023 et des prises de contact ont été lancées avec des chefs d'État, des responsables, des économistes de premier plan et des experts de grandes institutions mondiales.

Les activités viseront à stimuler un débat authentique sur la mission de l'organisation et notamment ses aspects liés au commerce, au financement, à la technologie, à l'investissement et au développement durable, pour mettre en évidence une CNUCED revitalisée et convenablement préparée à aider les États membres face aux enjeux multiples de l'époque nouvelle qui s'ouvre.

© CNUCED |
La Secrétaire générale de la CNUCED, Rebeca Grynspan, prend la parole au cours de la première édition de la Journée du commerce, organisée le 4 septembre 2023 en marge de la vingt-huitième session de la COP, à Doubaï.

Le Vice-Secrétaire général Pedro Manuel Moreno

2023 a été la première année complète depuis la prise de fonctions du Vice-Secrétaire général de la CNUCED, Pedro Manuel Moreno, après sa nomination à ce poste par le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, le 4 novembre 2022.

Activités du Vice-Secrétaire général : faits saillants en 2023

Principales interventions

À la cinquième Conférence des Nations Unies sur les pays les moins avancés, tenue du 5 au 9 mars 2023 à Doha (Qatar), le Vice-Secrétaire général Moreno a invité à mener une action résolue, notamment dans le cadre de la coopération pour le développement, pour promouvoir une croissance inclusive et un développement durable dans les pays les plus vulnérables de la planète.

Le financement et l'investissement ont été le sujet central de nombre de ses interventions. En avril, le Vice-Secrétaire général a pris la parole devant le Forum sur le financement du développement, organisé à New York par le Conseil économique et social de l'ONU.

Le Vice-Secrétaire général a souligné qu'il importe de redoubler d'efforts pour réformer l'architecture de la dette souveraine et exploiter le marché du financement durable pour investir dans les ODD. En octobre, lors du quatrième Sommet des multinationales de Qingdao, il a déclaré que les partenariats et l'investissement sont indispensables pour répondre aux difficultés actuelles.

© CNUCED | Le Vice-Secrétaire général de la CNUCED, Pedro Manuel Moreno, intervenant, le 11 octobre 2023, à la cérémonie d'ouverture du quatrième Sommet des multinationales de Qingdao (Chine).

S'exprimant devant le Groupe intergouvernemental d'experts du financement du développement, le 1er novembre 2023, à Genève (Suisse), le Vice-Secrétaire général a souligné la nécessité d'accroître le financement vert, qui est indispensable pour aider les pays en développement à accélérer leur transition vers un développement industriel inclusif et durable.

La transformation numérique et la technologie au service du développement durable ont constitué un autre thème majeur de ses interventions.

Le Vice-Secrétaire général a pris la parole à l'ouverture du Forum 2023 du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), tenu à Genève le 14 mars. Ce forum est une instance multipartite permettant de coordonner les activités de mise en œuvre, d'échanger des renseignements et des connaissances, de présenter des solutions innovantes et des bonnes pratiques et de promouvoir le partenariat afin que les technologies de l'information et de la communication restent un catalyseur central pour atteindre les ODD.

Positionner la CNUCED sur la scène mondiale

Le Vice-Secrétaire général Moreno a positionné la CNUCED lors de plusieurs réunions et forums où les grands acteurs débattent de solutions aux problèmes mondiaux. Il a pris part à la réunion de 2023 des Ministres du commerce du Commonwealth, tenue à Londres les 5 et 6 juin 2023, où il a été question des moyens de soutenir le système commercial multilatéral et de faire en sorte qu'il contribue à un développement inclusif et durable.

À la suite du Forum de Paris sur la paix, tenu le 10 novembre 2023, le Vice-Secrétaire général Moreno a participé à la table ronde ministérielle consacrée à un nouveau pacte financier mondial, où il a évoqué la question de l'amélioration du financement accordé à des conditions préférentielles et celle des solutions aux problèmes mondiaux de la sécurité alimentaire et des changements climatiques.

© Union internationale des télécommunications | Le Vice-Secrétaire général de la CNUCED, Pedro Manuel Moreno, prenant la parole à l'ouverture du Forum du SMSI, le 14 mars 2023, à Genève (Suisse).

© Secrétaire du Commonwealth | Le Vice-Secrétaire général de la CNUCED, Pedro Manuel Moreno, participant à la réunion de 2023 des Ministres du commerce du Commonwealth, sur le thème du renforcement du système commercial multilatéral pour un développement inclusif et durable.

Piloter des activités interfonctionnelles pour renforcer la cohérence de l'action de la CNUCED

En 2023, le Vice-Secrétaire général Moreno a présidé divers groupes de travail et comités qui ont réuni des équipes interfonctionnelles de la CNUCED pour consolider l'effort collectif relatif aux publications, à la coordination des statistiques, à l'élaboration d'une stratégie de nouvelle génération à fort impact pour stimuler le développement des petits États insulaires en développement, et au dialogue avec l'Organisation mondiale du commerce. Ces activités interdivisions ont favorisé les synergies et garanti la cohérence des messages à l'échelle de l'institution.

Le Vice-Secrétaire général a aussi présidé le conseil consultatif du programme du Système douanier automatisé (SYDONIA), le plus grand programme de coopération technique que gère la CNUCED.

Le Vice-Secrétaire général Moreno s'est entretenu régulièrement avec les États membres, notamment lors des réunions du groupe de travail de la CNUCED chargé du plan-programme, des réunions bilatérales sur l'exécution du programme, et lors de réunions avec des instances telles que le Groupe de Genève, qui étudie la question de la gouvernance et de la gestion à l'échelle du système des Nations Unies.

En outre, le Vice-Secrétaire général a dirigé le comité directeur créé pour s'occuper des préparatifs du soixantième anniversaire de la CNUCED, qui sera célébré du 12 au 14 juin 2024.

Faits saillants dans le domaine de la gestion

Nouveaux accords-cadres de coopération de l'ONU pour le développement durable
9

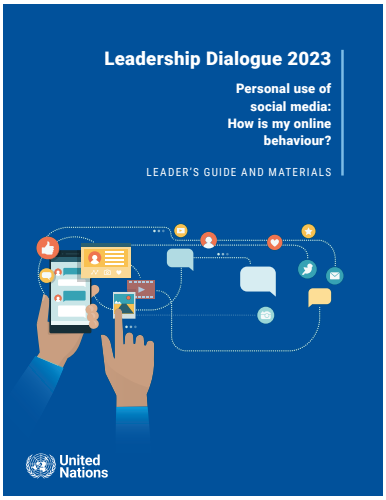
Bilans communs de pays
10

Rôle de la CNUCED dans le système des Nations Unies

La CNUCED est membre du Conseil des chefs de secrétariat, que préside le Secrétaire général de l'ONU et qui définit des orientations générales, assure une coordination et fixe un cap stratégique pour le système des Nations Unies dans les domaines relevant de sa compétence.

La CNUCED est partie prenante de la réforme du système des Nations Unies pour le développement et coopère avec les bureaux des coordonnateurs résidents des Nations Unies et les entités partenaires du groupe interinstitutions des Nations Unies sur le commerce et les capacités productives. Elle est aussi très présente dans un nombre croissant de plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable. En 2023, elle a signé neuf accords de plan-cadre – avec l'Angola, le Cambodge, l'Égypte, Haïti, le Lesotho, le Malawi, Maurice, le Monténégro et les Seychelles. À cet égard, la CNUCED a tiré parti d'une stratégie de mobilisation des ressources établie au niveau national, permettant un accès efficace aux fonds. Cela lui a permis d'avoir accès aux fonds nationaux du programme « Unité d'action des Nations Unies » et à des fonds thématiques « Unité d'action des Nations Unies » tels que le Fonds « Objectifs du Millénaire pour le développement », le Fonds « Unité de résultats » et le Fonds « Objectifs de développement durable ». En 2023, la CNUCED a géré six fonds dédiés aux ODD.

La CNUCED a contribué à 10 bilans communs de pays : en Arménie, au Cabo Verde, aux Comores, au Lesotho, en Éthiopie, en Mongolie, au Mozambique, en Ouzbékistan, au Rwanda et au Tadjikistan.



Engagements en matière de gestion

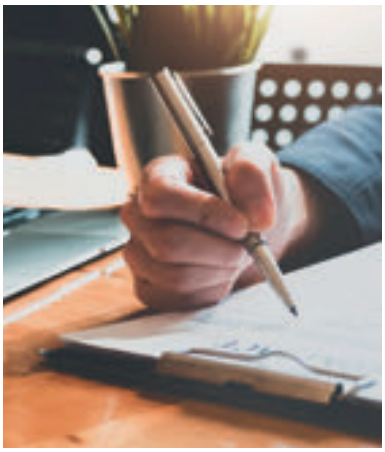
La CNUCED se tient à des normes exigeantes de déontologie et d'intégrité, qui recouvrent des mesures actives pour détecter les éventuels conflits d'intérêts et y remédier, la tolérance zéro pour le harcèlement et des atteintes sexuels, et l'acceptation des responsabilités environnementales. Chaque année, dans le cadre d'un dialogue de l'équipe dirigeante, ses responsables s'entretiennent des problèmes déontologiques pouvant survenir sur le lieu de travail. Le sujet retenu pour 2023 s'intitulait « L'utilisation des médias sociaux à titre personnel ». En 2022, ce dialogue a eu pour thème « Vivre les valeurs de l'ONU : Ce que cela signifie en pratique pour chacun d'entre nous », et en 2021, « Le système de responsabilité au Secrétariat de l'ONU ». La CNUCED fait partie du Secrétariat de l'ONU et est gérée conformément au cadre de responsabilité défini par celui-ci.

Transparence et contrôle

100 %

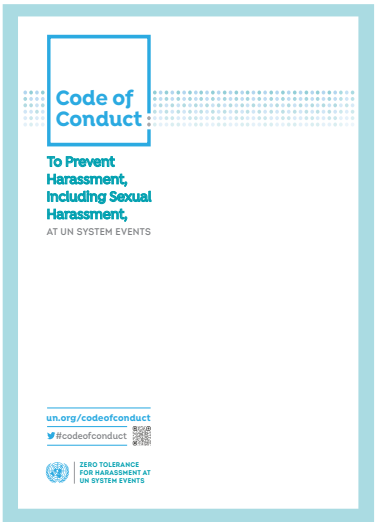
des recommandations d'audit de 2023 ont été appliquées

Il importe pour la CNUCED qu'il existe un contrôle robuste et indépendant de ses activités. Elle respecte scrupuleusement toutes les recommandations qui lui sont adressées. Diverses entités assurent le contrôle indépendant de la CNUCED : le Bureau des services de contrôle interne (BSCI), organe de contrôle interne de l'ONU, et le Comité des commissaires aux comptes, par l'intermédiaire duquel les institutions supérieures de contrôle des finances publiques des États Membres assurent des services d'audit externe à l'ONU par roulement. Au cours des cinq dernières années, le Bureau des services de contrôle interne a mené deux audits à la CNUCED. Ces audits ont porté sur le Système douanier automatisé (SYDONIA) et l'application du cadre de délégation de pouvoirs à la CNUCED. Toutes les recommandations attendues pour 2023 ont été appliquées.



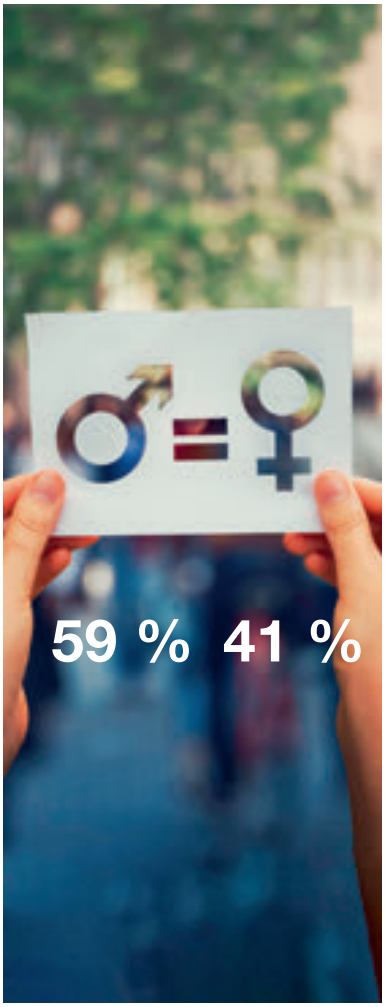
Dispositif de transparence financière

La CNUCED a continué d'adhérer au dispositif de transparence financière concernant les fonctionnaires de l'ONU, qui a pour objet de détecter les risques de conflit d'intérêts pouvant résulter des avoirs et dettes et des placements financiers personnels des fonctionnaires et de leurs activités à l'extérieur, et d'atténuer ces risques et d'y remédier. Tous les fonctionnaires ayant rang de directeur et au-delà, ainsi que ceux qui exercent des responsabilités particulières dans le domaine des finances et celui des achats, doivent renseigner chaque année une déclaration confidentielle en ligne concernant leur avoirs et leurs dettes, leurs activités à l'extérieur et leurs affiliations, pour eux-mêmes, leur conjoint et leurs enfants à charge.



Tolérance zéro pour le harcèlement et les atteintes sexuels

La CNUCED a pris de nombreux engagements visant à garantir la sécurité de son personnel et des participants à ses conférences. Elle adhère aux initiatives du Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, visant à prévenir et à combattre l'exploitation et les atteintes sexuelles et au code de conduite type de l'ONU pour la prévention du harcèlement lors des manifestations organisées par le système des Nations Unies. En tant qu'institution, la CNUCED impose à tous ses partenaires d'appliquer une politique de tolérance zéro à l'égard du harcèlement sexuel et de l'exploitation et des atteintes sexuelles et s'engage fermement à prévenir tout acte de ce genre. En outre, par devoir de précaution, la CNUCED s'assure que tout partenaire potentiel n'a fait l'objet d'aucune enquête, poursuite ou condamnation pour atteintes sexuelles et/ou harcèlement sexuel.



Intégration de la dimension de genre et diversité géographique

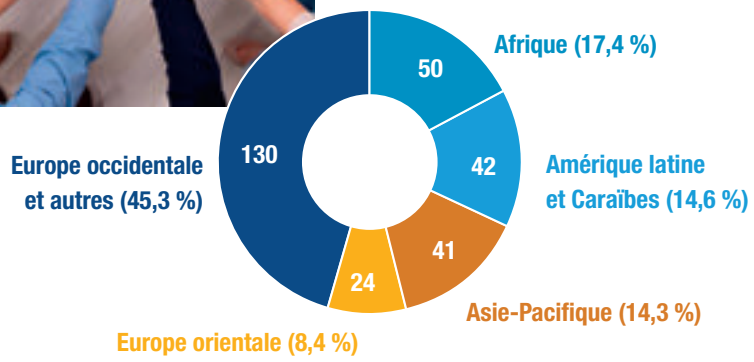
La CNUCED a continué d'accorder l'attention voulue à l'intégration de la dimension de genre et à une représentation géographique équitable de ses effectifs. Elle a continué d'intégrer la dimension de genre à l'échelle de l'institution et poursuivi ses progrès au regard du Plan d'action à l'échelle du système des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (SWAP), où elle a affiché de très bons résultats pour la deuxième année consécutive. Le SWAP est le cadre de responsabilité conçu par l'ONU pour promouvoir une évolution des systèmes et des mentalités vers le changement institutionnel et l'égalité des sexes. La CNUCED est en bonne voie pour dépasser les indicateurs concernant la planification stratégique et la présentation d'informations sur les résultats obtenus pour les questions de genre dans les ODD, les politiques, les rôles dirigeants, les connaissances et la communication, et consolider ses résultats en ce qui concerne l'architecture du genre, ainsi qu'atteindre l'indicateur de l'évaluation des capacités pour la première fois.

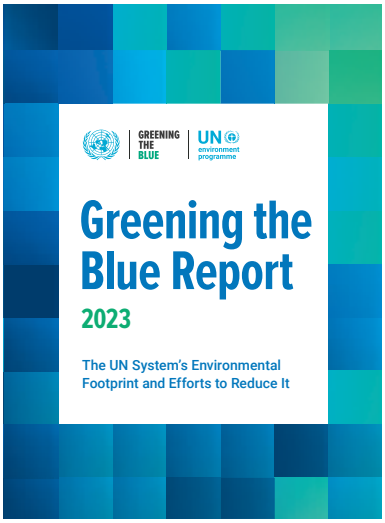
Vers la parité hommes-femmes

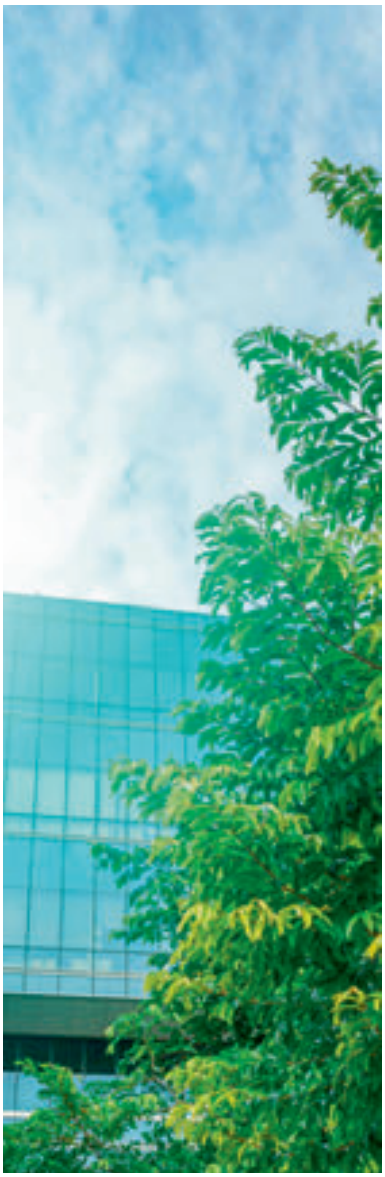
Tandis que la CNUCED tente de parvenir à une parité hommes-femmes complète, la part de femmes dans ses effectifs a augmenté de six points de pourcentage (soit de 35 à 41 %) entre décembre 2020 et décembre 2023. Si la tendance à cet égard, si l'on regarde la progression, est encourageante, il reste encore beaucoup à faire. Les progrès sur ce plan revêtent différentes formes et restent une priorité pour la direction. De plus, un tournant historique mérite d'être rappelé : l'arrivée d'une femme à la tête de la CNUCED pour la première fois en 2021, l'actuelle Secrétaire générale, Rebeca Grynspan.

Diversité géographique

La CNUCED aspire également à une plus large représentation géographique, en menant un effort suivi pour réduire le décalage entre les groupes. La part du personnel originaire de groupes régionaux moins bien représentés n'a cessé d'augmenter. Des initiatives sont en cours, depuis l'entrée en fonctions de la Secrétaire générale Grynspan en septembre 2022, pour réduire encore les disparités dans la représentation des régions.







Responsabilité environnementale

La CNUCED assume sa part de la lutte contre les changements climatiques en intégrant la durabilité environnementale dans la gestion de ses locaux et de ses activités.

Le Programme des Nations Unies pour l'environnement recueille et analyse chaque année depuis 2007 des renseignements sur l'incidence environnementale de chaque entité du système des Nations Unies. Ces données sont publiées et peuvent être consultées dans la livraison 2023 du rapport *ONU – Du bleu au vert*.

La CNUCED est un organisme non résident partageant des locaux au Palais des Nations. Toute son exploitation est gérée par l'Office des Nations Unies à Genève, y compris la compensation des émissions, la gestion des déchets et de l'eau, l'efficacité énergétique, la gestion durable des cafétérias, la gestion des parcs, etc. D'après le rapport *ONU – Du bleu au vert* de 2023, si les émissions de gaz à effet de serre (GES) ont augmenté globalement de 16,5 % à l'échelle du système des Nations Unies par rapport à 2021, le rapport indique que les émissions de l'Office des Nations Unies à Genève ont diminué de 38,3 %.

À son propre niveau, la CNUCED a su devenir plus durable. Elle a supprimé la totalité de ses 400 imprimantes individuelles pour les remplacer par des imprimantes en réseau. La plupart des ordinateurs de bureau ont été remplacés par des ordinateurs portables. Ces mesures ont permis davantage de latitude pour le télétravail, qui est désormais pratique courante dans l'organisation. Cela a aussi créé un cadre favorable qui a permis de dématérialiser la plupart des documents et des tâches, de sorte que la plupart des documents imprimés ne sont plus nécessaires. De ce fait, l'organisation a sensiblement réduit ses émissions liées à l'impression en consommant moins de fournitures, de papier et d'énergie.

La CNUCED continue de tirer les enseignements de la pandémie de COVID-19 en accueillant et en organisant s'il y a lieu les manifestations selon des modalités virtuelles ou hybrides. Cela réduit les émissions de carbone du fait que les déplacements sont moins nombreux et qu'il est moins nécessaire d'utiliser des documents papier.

La CNUCED achète chaque année des crédits carbone pour compenser les déplacements de son personnel, qui sont toutefois limités. Sa conférence ministérielle quadriennale est économe en papier et a principalement recours aux technologies numériques. Tous ses services, y compris de recherche et de conseil à ses clients partout dans le monde, sont aussi offerts en ligne.

Dans le cadre du processus interne d'approbation adopté pour les nouveaux programmes de coopération technique, une liste de contrôle des aspects environnementaux à renseigner par les gestionnaires de projet a été mise en place.

245 manifestations en 2023

les manifestations sont importantes pour faciliter le dialogue et l'échange de connaissances

Appui aux États membres

En dépit des difficultés d'une conjoncture géopolitique de plus en plus complexe, le Service de liaison et d'appui intergouvernementaux a collaboré avec les États membres pour trouver des solutions consensuelles à leurs discussions dans le cadre du mécanisme intergouvernemental de la CNUCED. Tout au long de l'année, l'équipe s'est attachée à encourager le consensus et à établir des accords qui répondent à la diversité des besoins et des points de vues de l'ensemble des parties concernées.

En 2023, le Service de liaison et d'appui intergouvernementaux a organisé 245 manifestations, chacune consacrée à des questions prioritaires définies par la CNUCED. Cela correspond à une augmentation notable par rapport aux 198 événements organisés en 2022 et témoigne d'un intérêt croissant de la part des États membres pour la promotion du dialogue et de la collaboration sur les sujets mondiaux essentiels.

La participation aux manifestations a connu une nette augmentation cette année, avec une forte hausse des inscriptions par rapport à 2022 : les inscriptions approuvées sont passées de 12 986 en 2022 à 18 526 en 2023. Cette hausse de la participation souligne l'importance croissante des initiatives de la CNUCED et l'intérêt grandissant que leur portent les États membres et d'autres parties prenantes partout dans le monde. Le nombre de manifestations auxquelles il est nécessaire de s'inscrire en ligne pour participer a également augmenté, passant de 113 en 2022 à 171 en 2023.

Pour garantir une participation encore accrue des États membres aux processus intergouvernementaux de la CNUCED, des cours d'initiation ont été organisés à l'intention des nouveaux représentants.

Ces séances ont été coordonnées avec les différentes divisions de la CNUCED pour offrir aux nouveaux représentants une information complète sur le fonctionnement des processus intergouvernementaux de l'organisation et la façon dont les pays peuvent contribuer à la formation de consensus et aux résultats des négociations. Ces cours importants sont conçus pour faciliter la compréhension de l'action de la CNUCED par les représentants et renforcer le dialogue mutuel. Un appui a aussi été offert aux groupes régionaux pour répondre à leurs besoins particuliers et faciliter leur pleine participation aux activités de la CNUCED.

L'équipe a continué de diffuser une information importante au moyen de publications qui contribuent au progrès de la mission de la CNUCED. En 2023, 146 publications ont paru au total, à titre de document officiel ou officieux. En outre, 98 documents destinés aux organes délibérants ont été publiés, ce qui a contribué à l'enrichissement des connaissances échangées parmi la communauté de la CNUCED.

Des **séances d'initiation** sont organisées **à l'intention des nouveaux représentants** pour les familiariser avec les fonctions de la CNUCED et leur rôle dans le processus intergouvernemental

La CNUCED a organisé des réunions intergouvernementales et contribué à la **formation de consensus entre les États membres**

Un défenseur de premier plan de cause du commerce, du développement et de la prospérité partagée

Gestion objective et axée sur les résultats des communications et des relations extérieures : Promouvoir l'innovation et les enjeux prioritaires

Une communication efficace fait partie intégrante de notre mission. Sur ce plan, les résultats parlent d'eux-mêmes.

La Secrétaire générale Rebeca Grynspan, à la soixante-quinzième réunion directive du Conseil du commerce et du développement

Guidée par un plan de stratégique annuel pour ses communications, la CNUCED a franchi un **nouveau cap** en 2023 en dépassant le millionième téléchargement de ses publications, en recevant plus de 8 millions de visites sur son site Web (unctad.org) et en mobilisant près d'un million de personnes sur les médias sociaux.

Grâce à une équipe spécialement chargée des communications, qui regroupe des compétences de l'ensemble de l'organisation, la CNUCED a **renforcé son positionnement et son alignement institutionnels**, tout en prenant des **dispositions importantes pour réorganiser ses communications en interne** pour permettre à son personnel de rester informé et mobilisé.

La CNUCED a aussi progressé concrètement vers un **renouvellement de sa marque** et une **gestion stratégique** de celle-ci à l'approche du soixantième anniversaire de l'organisation, en juin 2024.

Les efforts de grande ampleur en matière de communication et de relations extérieures ont eu les objectifs suivants :

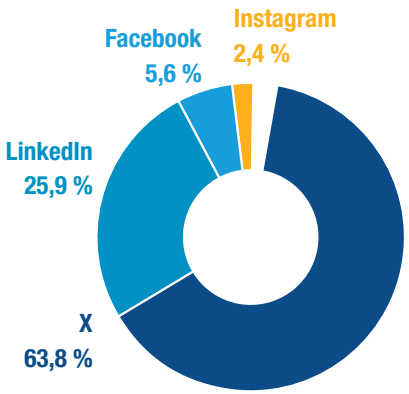
- Positionner la CNUCED, dans le débat international sur le commerce, l'économie et le développement, **comme un chef de file dont les positions sont crédibles et factuelles**
- Faire mieux connaître les **travaux de recherche et d'analyse de premier ordre** que mène la CNUCED, en donnant un **plus large écho à ses avis spécialisés** sur les enjeux mondiaux communs
- Susciter l'adhésion aux recommandations de politique générale de la CNUCED **en informant et mobilisant un public international large et diversifié**
- Approfondir le **consensus en interne pour favoriser un discours organisationnel cohérent** au sujet des grandes questions transversales, en alignant les objectifs de communication à tous les niveaux et en fixant régulièrement des priorités éditoriales communes

Communication directe avec le public sur les médias sociaux

Audience sur les médias sociaux :

6,4 millions d'utilisateurs répartis entre X (anciennement Twitter), LinkedIn, Facebook et Instagram (+8 %par rapport à 2022)

- Contenu disponible sur les médias sociaux en **10 langues** (anglais, arabe, chinois, espagnol, français, hindi, kiswahili, ourdou, portugais et russe)
- Progrès en cours des synergies avec les comptes de médias sociaux du système des Nations Unies et d'autres organisations internationales, ce qui permet à la CNUCED de toucher **45 millions de personnes supplémentaires sur les médias sociaux (soit 62 % d'augmentation par rapport à 2022)**



	2022	2023	Progression (En %)
Nombre d'abonnés	533 540	586 151	**10**
Audience	6 000 015	6 473 137	**8**
Participation	276 136	287 658	**4**
Nombre de vues des vidéos	377 191	1 092 272	**190**
Nombre total de vidéos	98	318	**224**
Nombre d'émissions en direct	13	18	**38**
Nombre de personnes atteintes par l'intermédiaire d'autres comptes	28 000 000	45 300 000	**62**

318 vidéos (contre 98 en 2022) **ont fait bondir l'audience sur les médiaux sociaux de +190 %** par rapport à 2022, avec **1,1 million d'utilisateurs atteints**

Un trafic Internet record

Nombre total de pages consultées
8 millions (2022 : 7,5 millions)

Nombre de pages de publications consultées
1 million (2022 : 0,9 million)

Nombre de pages de réunions consultées
0,4 million (2022 : 0,35 million)

Nombre de pages d'articles de presse consultées
1,4 million (2022 : 1,5 million)

8 mini-sites consacrés aux grandes publications, **consultés à 226 000 reprises** (2022 : 4 mini-sites consultés à 40 000 reprises)

Relations fortes avec les médias

Couverture médiatique de la CNUCED
87 400 articles, dont 14 385 ont mentionné la Secrétaire générale Rebeca Grynspan

11 conférences de presse (+22 % par rapport à 2022) auxquelles ont assisté **169 journalistes** (+36 % par rapport à 2022)

149 dossiers d'information distribués aux médias internationaux en anglais, arabe, chinois, espagnol, français, kiswahili, ourdou, portugais et russe

Lauréate du prix « meilleure équipe média » (catégorie institution technique) décerné par l'Association des correspondants auprès des Nations Unies (ACANU), **pour la deuxième année consécutive**

Principales publications
Travaux de recherche et d'analyse de premier ordre

En 2023, la CNUCED a produit plus de 146 rapports et travaux de recherche et d'analyse, qui mettent en lumière de grands problèmes mondiaux et proposent des solutions réalisables. Ces publications ont notamment montré qu'il était urgent de protéger les ressources océaniques grâce à un « Pacte bleu » mondial, de résorber le déficit de financement des objectifs énergétiques durables dans les pays en développement, lequel est estimé à 4 000 milliards de dollars par an, de remédier à l'emballement de la dette qui entrave la croissance, de libérer le potentiel de l'économie intra-africaine dans un contexte international perturbé, de favoriser une transition juste afin de décarboner les transports maritimes et de défendre des réformes financières globales à l'appui des pays vulnérables.

A World of Debt

Cette plateforme innovante, fondée sur les données, regroupe les connaissances du système des Nations Unies sur la question de la dette, grâce aux contributions de la CNUCED, du Groupe d'intervention mondiale des Nations Unies face aux crises, du Département des affaires économiques et sociales de l'ONU, du Programme des Nations Unies pour le développement et des cinq commissions économiques régionales de l'ONU.

Cette panoplie d'outils en ligne renforce les capacités des décideurs et rend compte de l'endettement des différents pays ; elle a été largement citée par des dirigeants et des médias du monde entier.

Elle a fait partie des finalistes du Prix 2023 du Secrétaire général de l'ONU dans la catégorie « Cinq axes de changement pour une ONU 2.0 ».

Conclusions

Dans les pays en développement, l'emballement de la dette agit comme un frein au développement. Ces pays ont un accès limité au financement, tout en se heurtant à des coûts de plus en plus élevés pour emprunter, à des dévaluations monétaires et à une croissance atone. Ils sont dans l'incapacité

de réagir rapidement aux situations d'urgence, de lutter contre les changements climatiques ou d'investir dans leur population et leur avenir. Ils en sont réduits à choisir entre le service de la dette et les besoins de leur population.

Recommandations

L'année 2023 a été marquée par la publication, pour les besoins de *Notre programme commun* de l'ONU, de notes de synthèse qui exposent les mesures à prendre sans délai pour réduire la dette mondiale. S'inscrivant dans une approche globale, ces mesures visent notamment à réduire le coût de la dette, à développer l'accès au financement à long terme et à apporter une aide d'urgence aux pays vulnérables.

Trade and Environment Review

Conclusions

L'édition 2023 du rapport intitulé *Trade and Environment Review* a pour thème la mise en place d'une économie maritime durable et résiliente. Les ressources océaniques représentent un potentiel économique immense pour les pays en développement, mais des menaces telles que les changements climatiques et la surpêche mettent en péril les moyens d'existence de millions de personnes.

Recommandations

Le rapport souligne qu'un « Pacte bleu » est nécessaire d'urgence au niveau mondial pour stimuler l'investissement dans la protection des océans et l'exploitation durable de leurs ressources.

Rapport sur l'investissement dans le monde

Conclusions

Les pays vulnérables sont laissés pour compte dans la transition énergétique mondiale. Les pays en développement se heurtent à un déficit de financement annuel considérable, de 4 000 milliards de dollars, alors qu'ils s'efforcent de réaliser les ODD et de passer aux énergies propres. Les flux mondiaux d'investissement étranger direct ont chuté et le financement a été concentré dans les pays développés.

Recommandations

Il est nécessaire d'aider sans délai les pays en développement à attirer davantage d'investissements. La CNUCED propose de nouvelles incitations et un nouveau pacte définissant des mesures prioritaires, allant des mécanismes de financement aux politiques d'investissement, en vue de garantir une énergie durable pour tous.

Rapport sur le développement économique en Afrique

Pour la première fois, la CNUCED n'a pas lancé cette publication depuis son siège genevois. Une cérémonie de lancement a été organisée à Nairobi en présence de la Secrétaire générale Rebeca Grynspan, à l'occasion de sa première mission officielle au Kenya.

La Secrétaire générale a souligné la volonté de la CNUCED de continuer de promouvoir, pour les pays africains, un rôle central dans le paysage économique mondial ainsi que dans les chaînes d'approvisionnement mondiales.

Conclusions

Le bouleversement des dynamiques internationales, notamment les turbulences commerciales, la désorganisation des chaînes d'approvisionnement mondiales et les tensions géopolitiques, ont créé pour les gouvernements et les entreprises d'Afrique des possibilités dynamiques de stimuler le développement économique. La chance est donnée au continent africain de produire des biens et services à plus forte valeur ajoutée, en s'affirmant comme un acteur essentiel des chaînes d'approvisionnement mondiales des secteurs technologiques et en s'appuyant sur sa main-d'œuvre jeune et sa classe moyenne en pleine expansion.

Recommandations

Afin que cette situation puisse être mise à profit, le Rapport propose une série de mesures devant permettre de remédier aux problèmes de chaîne d'approvisionnement que connaissent certains pays africains, notamment une mauvaise logistique, un faible niveau technologique, un marché fragmenté, un accès limité au financement et aux capitaux et un cadre institutionnel et réglementaire insuffisant.

Étude sur les transports maritimes

L'*Étude sur les transports maritimes* a été publiée à la veille de la Journée maritime mondiale (le 28 septembre 2023), lors d'une conférence de presse organisée au siège de l'Organisation maritime internationale (OMI), à Londres, et pendant laquelle la Secrétaire générale de la CNUCED Rebeca Grynspan a été la principale intervenante et s'est exprimée aux côtés de Kitack Lim, alors Secrétaire général de l'OMI.

Conclusions

Le secteur des transports maritimes représentant 3 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre et ses émissions ayant augmenté de 20 % au cours de la dernière décennie, il importe de le décarboner et d'opérer une transition juste et équitable. Il faudra pour cela investir massivement, mais il pourrait en résulter une augmentation des coûts de la logistique maritime, ce qui soulève des inquiétudes pour les pays vulnérables qui dépendent des transports maritimes, notamment les petits États insulaires en développement.

Recommandations

Il est recommandé d'intervenir rapidement sur le plan réglementaire, d'investir davantage dans les technologies vertes et d'accélérer le passage au numérique, y compris à l'intelligence artificielle, pour améliorer l'efficacité et la durabilité. Étant donné les difficultés à venir, il est fondamental que toutes les parties concernées coopèrent pour susciter un changement porteur de transformation, tout en conciliant les impératifs économiques et les impératifs environnementaux.

Rapport sur le commerce et le développement

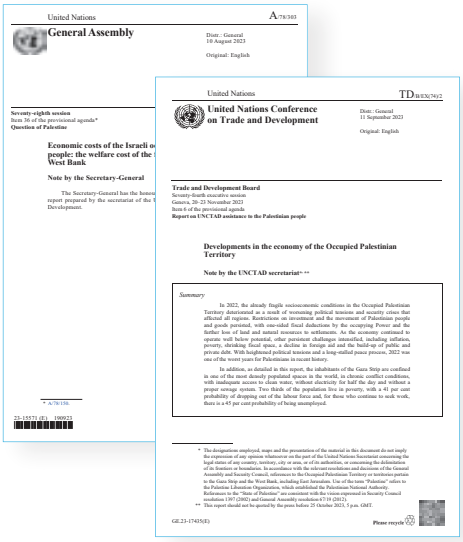
Conclusions

La divergence des trajectoires de croissance, l'aggravation des inégalités, la concentration grandissante des marchés et le gonflement de la dette jettent une ombre sur l'avenir et compromettent la réalisation des ODD. À titre d'exemple de ces inégalités, on observe une tendance à l'affairisme dans l'industrie alimentaire, les grandes entreprises de commerce alimentaire réalisant des bénéfices records, dans un contexte de forte augmentation des prix alimentaires et de crise du coût de la vie pour des millions de personnes.

Recommandations

Le Rapport invite à un changement d'orientation et à des réformes institutionnelles pour éviter une « décennie perdue ». De façon audacieuse, il propose un modèle d'architecture financière internationale respectueux du développement. Dans le même ordre d'idées, en l'absence d'un système efficace de gestion de la dette mondiale, il est aujourd'hui nécessaire d'établir une autorité mondiale indépendante qui veille aux intérêts des créanciers et des débiteurs.

Le peuple palestinien


United Nations A/78/303
General Assembly
Distr.: General
10 August 2023
Original: English
Seventy-eighth session
Item 36 of the provisional agenda*
Question of Palestine
Economic costs of the Israeli o
people: the welfare cost of the
West Bank
Note by the Secretary-General
The Secretary-General has the hono
report prepared by the secretariat of the
Development.
* A/78/150.
23-15575 (E) 190823
United Nations TD/B/EX(76)/2
United Nations Conference on Trade and Development
Distr.: General
11 September 2023
Original: English
Trade and Development Board
Seventy-fourth executive session
Geneva, 20–23 November 2022
Item 6 of the provisional agenda
Report on UNCTAD assistance to the Palestinian people
Developments in the economy of the Occupied Palestinian Territory
Note by the UNCTAD secretariat* **
Summary
In 2022, the already fragile socioeconomic conditions in the Occupied Palestinian Territory deteriorated as a result of worsening political tensions and security crises that affected all regions. Restrictions on investment and the movement of Palestinian people and goods persisted, with one-sided fiscal deductions by the occupying Power and the further loss of land and natural resources to settlements. As the economy continued to operate well below potential, other persistent challenges intensified, including inflation, poverty, shrinking fiscal space, a decline in foreign aid and the build-up of public and private debt. With heightened political tensions and a long-stalled peace process, 2022 was one of the worst years for Palestinians in recent history.
In addition, as detailed in this report, the inhabitants of the Gaza Strip are confined in one of the most densely populated spaces in the world, in chronic conflict conditions, with inadequate access to clean water, without electricity for half the day and without a proper sewage system. Two thirds of the population live in poverty, with a 41 per cent probability of dropping out of the labour force and, for those who continue to seek work, there is a 45 per cent probability of being unemployed.
* The designations employed, maps and the presentation of the material in this document do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the United Nations Secretariat concerning the legal status of any country, territory, city or area, or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries. In accordance with the relevant resolutions and decisions of the General Assembly and the Security Council, the term "Palestine" should be understood, where relevant, as a reference to the Gaza Strip and the West Bank, including East Jerusalem. Use of the term "Palestine" refers to the Palestine Liberation Organization, which established the Palestinian National Authority. References to the "State of Palestine" are consistent with the views expressed in Security Council resolution 1397 (2002) and General Assembly resolution 67/19 (2012).
** This report should not be quoted by the press before 25 October 2023, 5 p.m. GMT.
GE.23-17435(E)
Please recycle

Le CNUCED a continué d'observer les conséquences de l'occupation israélienne pour la situation socioéconomique dans le Territoire palestinien.

En octobre, elle a publié le « Rapport sur l'assistance de la CNUCED au peuple palestinien : évolution de l'économie du Territoire palestinien occupé », dans lequel elle signale que l'inflation, le rétrécissement de la marge d'action budgétaire, la diminution de l'aide extérieure et le creusement de la dette ont maintenu l'économie du Territoire palestinien occupé à un niveau inférieur à celui qui était le sien, avant la pandémie, en 2019.

En novembre, la CNUCED a également publié un rapport intitulé « Coûts économiques de l'occupation israélienne pour le peuple palestinien : coût social de la fragmentation de la Cisjordanie occupée », à l'intention de l'Assemblée générale des Nations Unies. Dans ce rapport, elle montre combien il est urgent de mettre fin aux restrictions afin qu'il soit possible de jeter les bases économiques qui permettront d'inverser la tendance actuelle, qui est à la dégradation de la situation socioéconomique dans la région.

Rapport sur les pays les moins avancés

Conclusions

« Ne laisser personne de côté » ne doit pas être un simple slogan. En raison de la succession de crises diverses, les pays en développement risquent de ne pas pouvoir atteindre leurs objectifs de développement. Les pays les plus vulnérables de la planète ont besoin d'une stabilité financière durable. Le futur fonds pour les pertes et les préjudices pourrait changer la donne si les pays les moins avancés (PMA) en sont les principaux bénéficiaires et si les décaissements sont rapides.

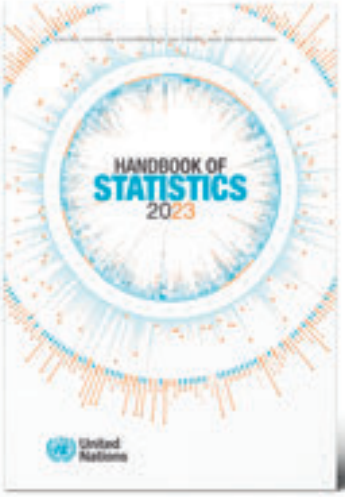
Recommandations

L'actuelle architecture financière internationale est dépourvue de mécanismes financiers appropriés pour les PMA. Pour être efficace, le financement du développement doit respecter les critères du montant, de l'adéquation et de l'accès. De leur côté, les PMA peuvent renforcer leurs ressources internes en élargissant leur assiette fiscale, en luttant contre la fraude fiscale et les flux financiers illicites et en négociant et en gérant leurs ressources naturelles, en particulier leurs réserves de minéraux critiques, de façon plus autonome.

Manuel de statistiques

Principales tendances

En 2023, la situation a été caractérisée par des fluctuations et une persistance des disparités. Si la valeur des exportations de marchandises a diminué, celle des exportations de services et de produits de base a continué de progresser régulièrement. Cependant, les pays en développement conservent un déficit important de 1 600 milliards de dollars pour les marchandises, et les efforts de réduction des inégalités ont marqué le pas, ce qui témoigne de difficultés persistantes à parvenir à une croissance économique équilibrée.



Principales observations

En 2023, la population mondiale a dépassé les 8 milliards d'habitants et cinq personnes sur six vivaient dans les pays en développement. Pour un développement durable et inclusif à l'échelle de la planète, il est essentiel que les pays en développement soient capables de garantir la durabilité environnementale et d'améliorer les conditions de vie. Le mouvement d'urbanisation facilement observable vient confirmer qu'il faut privilégier les mesures en faveur de villes durables.

Division de l’Afrique, des pays les moins avancés et des programmes spéciaux

La Division cherche à faire en sorte que les petits pays économiquement et structurellement faibles et vulnérables puissent s’intégrer avantageusement dans l’économie mondiale. Elle aide à concevoir des politiques nationales et des mesures internationales axées sur le renforcement des capacités productives pour le développement économique et la réduction de la pauvreté.

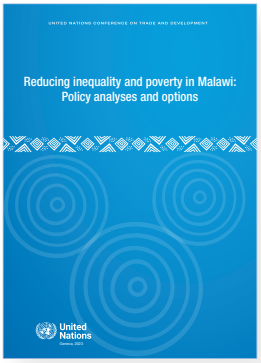
Vue d'ensemble

En 2023, la Division a concentré son attention sur la promotion d'une transformation économique structurelle durable, la réduction des vulnérabilités et le renforcement des capacités productives nationales.

Elle a continué de jouer un rôle central en produisant des connaissances de qualité, en facilitant le dialogue sur les politiques et en fournissant une assistance technique et une aide au renforcement des capacités.

Ses principaux domaines d'action ont concerné la mise en place d'activités économiques créatrices de valeur ajoutée, la diversification des exportations et l'aide à la sortie des pays de la catégorie des pays les moins avancés (PMA).

La Division a élaboré deux publications phares, le *Rapport 2023 sur le développement économique en Afrique* et le *Rapport 2023 sur les pays les moins avancés*.



Elle a produit des travaux de recherche sur les problèmes de pauvreté et d'inégalités, les capacités productives et la facilitation des échanges, des transports et du transit, parmi lesquels une étude intitulée *Reducing Inequality and Poverty in Malawi: Policy Analyses and Options*, qui a inauguré une série de nouveaux travaux de recherche consacrés à l'évaluation des interactions entre commerce, pauvreté et inégalités.

La Division a aussi conçu des outils pratiques pour orienter la mise au point de politiques factuelles fondées sur des données probantes et a publié la deuxième génération de l'indice des capacités productives (ICP) en juin 2023.

Avec le soutien de la Division, des ministres des Gouvernements du Bénin, du Burkina Faso, du Niger et du Togo ont signé une déclaration quadrilatérale pour la convergence du cadre légal du transport routier, de l'intermédiation, du transit et des échanges.

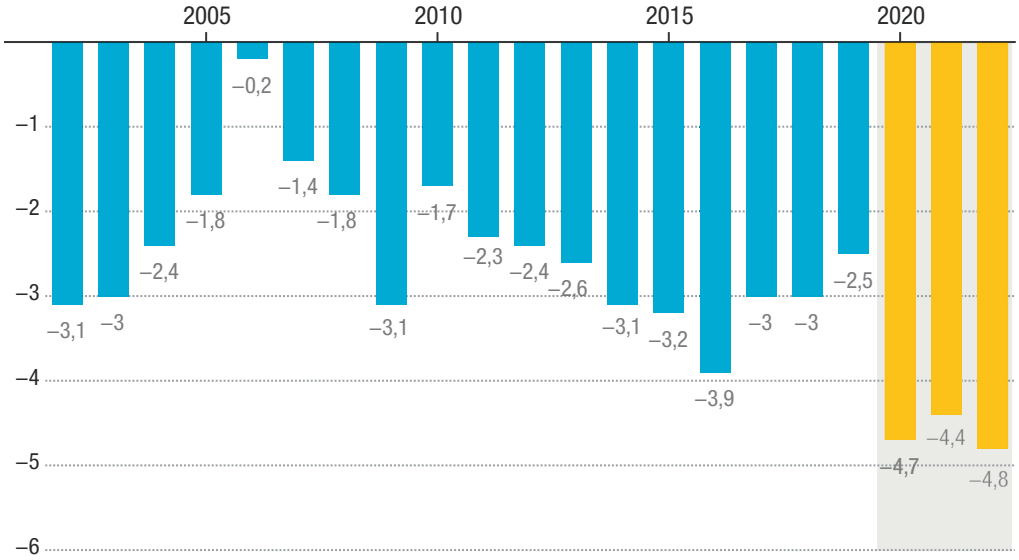
Cette initiative vise à renforcer le commerce régional en Afrique de l'Ouest et est assortie d'une feuille de route complète pour la mise en œuvre de l'accord.

Principales questions

- Développer les capacités de production nationales indispensables à la **transformation économique structurelle**
- Diversifier l'économie et les exportations pour **renforcer la résilience** en Afrique et dans les PMA, les pays en développement sans littoral (PDSL) et les petits États insulaires en développement (PEID)
- Renouveler les appels en faveur d'une **architecture financière internationale pour les PMA** qui soit inclusive, innovante et adaptée à leurs besoins spécifiques

Le rétrécissement de la marge d'action budgétaire des pays les moins avancés

Soldes budgétaires des 46 pays les moins avancés, 2002-2022, en pourcentage du produit intérieur brut

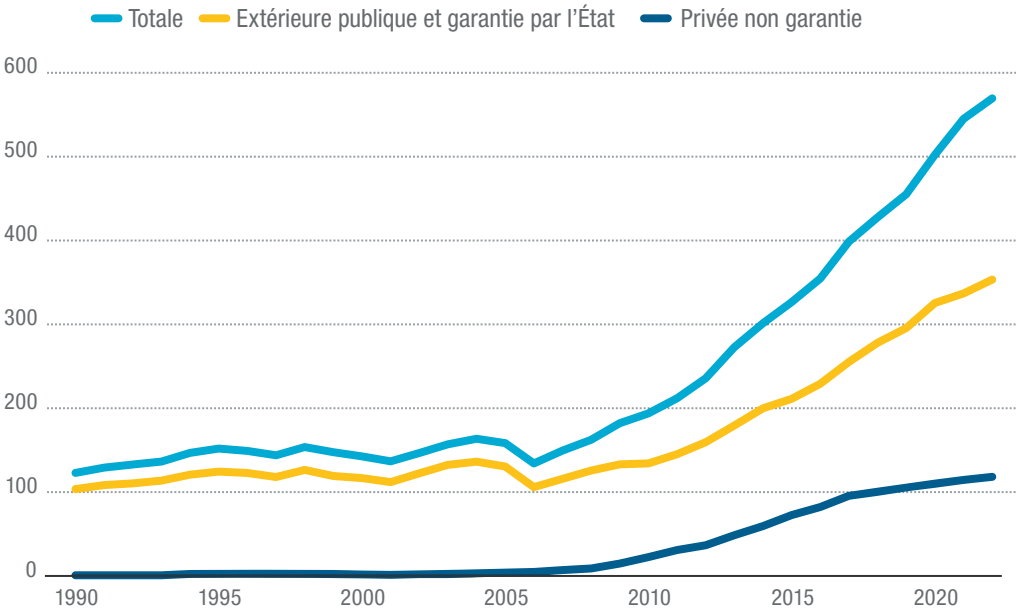


Note : Médiane des 41 PMA pour lesquels des données étaient disponibles pour toutes les années de la période 2002-2022. Le nombre de PMA est passé à 45 en décembre 2023 à la suite du reclassement du Bhoutan.

Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED, d'après des données de Kose *et al.*, 2022.

L'endettement croissant des pays les moins avancés

Encours de la dette extérieure des 46 pays les moins avancés, en milliards de dollars, 1990-2022



Note : Les données pour 2022 proviennent de la CNUCED. Le nombre de PMA est passé à 45 en décembre 2023 à la suite du reclassement du Bhoutan.

Source : Calculs du secrétariat de la CNUCED d'après la base de données de la Banque mondiale, Statistiques de la dette internationale (date de consultation : mars 2023).

Résultats

En 2023, la Division a continué de promouvoir la coopération afin de réduire activement la fragmentation et d'optimiser l'efficacité de la coopération technique, au sein de la CNUCED et à l'échelle du système des Nations Unies.

Les activités ont été menées conformément au Pacte de Bridgetown et aux objectifs de divers programmes internationaux, en particulier le Programme d'action de Doha pour les PMA, le Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral et les Modalités d'action accélérées des petits États insulaires en développement (Orientations de Samoa).

Principales publications

Le *Rapport 2023 sur le développement économique en Afrique*, qui a pour thème « Les chaînes d'approvisionnement mondiales à forte intensité technologique : le potentiel de l'Afrique », a cherché à mettre en lumière le potentiel du continent en ce qui concerne la diversification dans des réseaux de production et de distribution à forte intensité technologique.

Dans le *Rapport 2023 sur les pays les moins avancés*, intitulé « Pour un financement du développement à l'épreuve des crises », la Division a souligné les réformes nécessaires dans les systèmes financiers internationaux pour soutenir les pays les plus vulnérables économiquement. Ces réformes, parallèlement à des engagements accrus et des approches innovantes, sont nécessaires pour permettre aux PMA de financer leur trajectoire vers le développement durable et de renforcer leur résilience face à de multiples difficultés sur le plan mondial.

Appui au reclassement des PMA

En 2023, la Division a prêté son appui aux PMA ayant rempli les conditions préalables au reclassement.

Elle a produit des profils de vulnérabilité du Cambodge, des Comores, de Djibouti, du Sénégal et de la Zambie, comme elle en avait été chargée par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Dans le cadre de l'établissement de ces profils de vulnérabilité, la Division a effectué des missions stratégiques, notamment une réunion d'experts en décembre pour les ambassadeurs des cinq pays répondant aux conditions préalables.

Cette réunion a été axée sur les résultats des profils de vulnérabilité et des évaluations des lacunes en matière de capacités productives nationales ainsi que les étapes conduisant au reclassement et au-delà.

Les évaluations visaient à concevoir des programmes intégrés de développement des capacités productives au Cambodge, aux Comores, à Djibouti et au Sénégal. Des activités analogues sont aussi menées actuellement en Éthiopie, au Kenya et en Zambie.

Renforcer les capacités productives

En 2023, la Secrétaire générale Rebeca Grynspan a créé le conseil consultatif de haut niveau sur l'indice des capacités productives, qui rassemble des économistes, des décideurs et des chercheurs pour orienter le programme de travail.

Le groupe consultatif statistique et technique sur l'indice des capacités productives, constitué de statisticiens et de représentants d'autorités nationales et d'établissements universitaires, a également été créé. La première réunion du groupe s'est déroulée en février 2023 en Türkiye.

La Division a continué de coordonner l'exécution du programme commun Train for Trade II de l'Union européenne et de la CNUCED en faveur de l'Angola, dont les activités opérationnelles ont pris fin en décembre.

Dynamiser le commerce en Afrique de l'Ouest

À l'aide d'un programme financé par le Cadre intégré renforcé, la Division a soutenu les activités qui ont abouti à la signature d'une déclaration et d'une feuille de route par les ministres du commerce et des transports du Bénin, du Burkina Faso, du Niger et du Togo.

Ces activités marquent une étape décisive vers l'intégration régionale, ainsi qu'un cadre légal mieux harmonisé pour les transports, l'intermédiation, le transit et les échanges.

Renforcer la résilience économique

La Division a soutenu la conception de politiques commerciales et le développement de l'accès aux marchés afin d'aider les pays vulnérables à renforcer leur résilience aux chocs extérieurs.

Elle a dirigé l'élaboration d'une stratégie spécifique pour les PEID, selon la demande formulée par les États membres dans le Pacte de Bridgetown.

Cette stratégie vise à assurer un appui aux PEID en matière de commerce et de développement pour la diversification et le renforcement de leurs économies.

Par exemple, la base de données sur le Système généralisé de préférences, qui est gérée par la Division, renseigne les pays en développement et les PMA sur les moyens de tirer parti dudit Système ainsi que d'autres accords commerciaux préférentiels.

Renforcer le multilatéralisme

En outre, la Division s'est employée à renforcer le multilatéralisme et la capacité des PMA de participer au système commercial international.

Dans le cadre de son programme concerté d'appui au Groupe des PMA à l'Organisation mondiale du commerce, la Division a aidé les pays à renforcer leur capacité de négociation, et a formé leurs représentants de façon qu'ils puissent élaborer des positions collectives claires et participer plus efficacement aux conférences ministérielles et aux séances des comités de l'OMC.

La Division a aussi approfondi sa collaboration avec le secrétariat de la Zone de libre-échange continentale africaine en vue de l'application du protocole d'accord conclu entre les deux organisations.

Elle a renforcé son dialogue avec six centres d'excellence en Afrique et en Asie, qui proposent des formations sur des thèmes liés au commerce et au développement comme l'aquaculture, la pêche, les infrastructures, etc.

Principaux projets

Programme commun Train for Trade II de l'UE et de la CNUCED pour l'Angola

- Sept composantes : exportations vertes ; diplomatie commerciale ; facilitation du commerce ; transports et logistique commerciale ; Empretec, le réseau mondial de l'entreprenariat ; investissement ; et secteurs de la culture et de la création.
- Appui à 15 processus d'élaboration des politiques et des stratégies nationales en Angola.
- Formation de 3 301 participants, dont les dirigeants de 30 des 100 plus grandes entreprises angolaises.

Renseignements complémentaires

- L'initiative Transforming4Trade s'appuie sur le programme Train for Trade II et a été sélectionnée comme l'une des 12 initiatives à fort impact du système des Nations Unies susceptibles d'accélérer à brève échéance l'application des ODD. Elle a été présentée lors d'une réunion spéciale de haut niveau au Siège des Nations Unies à New York en septembre 2023, lors du Week-end d'action pour les objectifs de développement durable.
- Le magazine *Africa Renewal* a publié un article spécial sur le programme Train for Trade II en faveur de l'Angola, où étaient décrits les réussites obtenues par les bénéficiaires et les résultats à grande échelle auxquels a abouti la conception intégrée de la diversification économique et du renforcement des capacités institutionnelles dont la CNUCED a été à l'initiative en Angola.

Division de la mondialisation et des stratégies de développement

La Division soutient des stratégies économiques visant à encourager une croissance soutenue, un développement inclusif et durable, l'emploi et le travail décent pour tous. Elle plaide pour l'élimination de la pauvreté dans les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, grâce notamment à une coopération mondiale renforcée. Elle contribue aussi au débat international sur la mondialisation et la gestion de ses conséquences pour les pays en développement.

La Division réalise des études sur les moyens d'appliquer des stratégies de développement efficaces et d'atténuer le fardeau de la dette des pays en développement. Elle offre une assistance technique pour aider les pays en développement à s'intégrer dans le système financier international et à gérer la dette extérieure.

Vue d'ensemble

En 2023, la Division a publié le complément semestriel de sa publication phare annuelle, le *Rapport sur le commerce et le développement*, dont l'édition 2023 s'intitulait « Croissance, dette et climat : réformer l'architecture financière mondiale ».

Le rapport et son complément ont livré des analyses approfondies de la situation économique et des chocs en cascade à l'échelle mondiale, et des effets d'entraînement qui en résultent pour les pays en développement. Pour inciter à agir face à ces problèmes, le rapport indique aussi quelles politiques publiques seraient indiquées pour y répondre.

Dans le prolongement de son action passée, la Division a impulsé les activités de la CNUCED visant à porter assistance au peuple palestinien, en dépit d'une situation défavorable.

En octobre, la Division a publié le *Rapport sur l'assistance de la CNUCED au peuple palestinien : évolution de l'économie du Territoire palestinien occupé*.

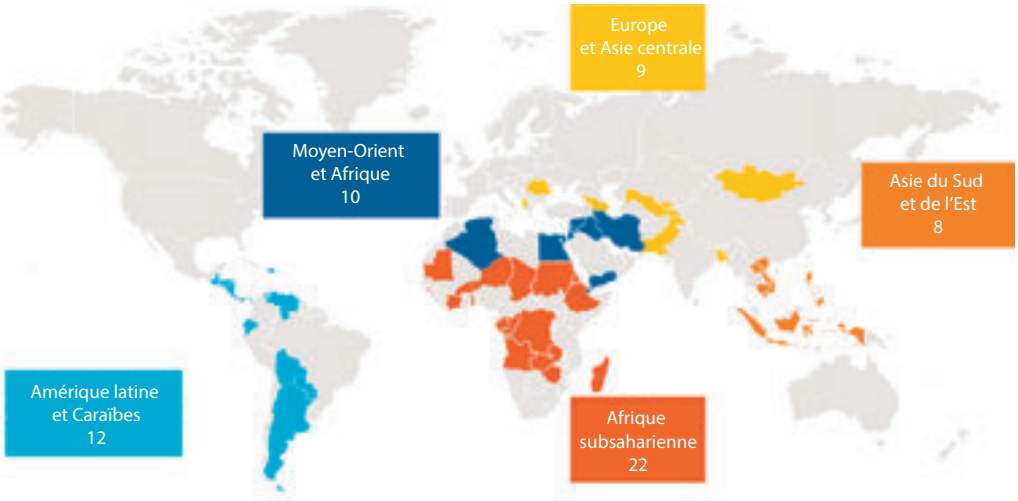
La CNUCED a également publié un rapport pour l'Assemblée générale des Nations Unies en novembre, intitulé « *Coûts économiques de l'occupation israélienne pour le peuple palestinien : coût social de la fragmentation de la Cisjordanie occupée* ».

L'escalade des charges d'emprunt et le surendettement croissant des pays en développement ont incité la CNUCED à lancer des appels pour que des solutions multilatérales plus robustes soient adoptées.

En renfort de cette cause, l'établissement de rapports exacts sur la dette grâce au Système de gestion et d'analyse de la dette (SYGADE) de la CNUCED a continué de permettre aux pays en développement de suivre la viabilité de leur endettement, de gagner en transparence et de négocier de meilleures conditions.

En 2023, le SYGADE était utilisé par 86 institutions dans 61 pays.

Carte
Répartition géographique des pays utilisant le Système de gestion et d'analyse de la dette (SYGADE) en 2023

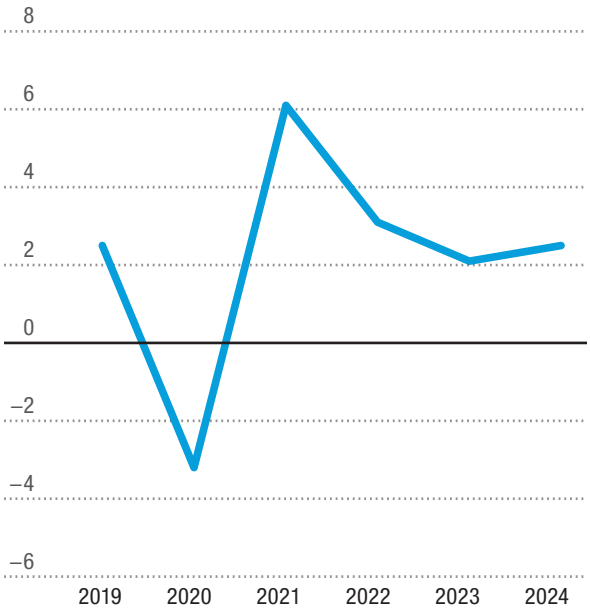


Principales questions

- Comme l'indique le *Rapport 2023 sur le commerce et le développement*, la divergence des trajectoires de reprise, les asymétries croissantes de revenu et de richesse, l'affairisme des entreprises et les contraintes croissantes de la dette sont des problèmes urgents auxquels l'économie mondiale devait faire face en 2023
- **Promouvoir la coopération Sud-Sud** comme vecteur de mise en commun des politiques ayant donné de bons résultats entre les pays en développement et de catalyser la croissance
- **Améliorer la transparence des données relatives à la dette** grâce au SYGADE, en aidant un nombre croissant de pays utilisateurs à publier des bulletins statistiques sur la dette et à élaborer des examens du portefeuille de la dette

La croissance économique mondiale marque le pas

Variation annuelle en pourcentage du produit intérieur brut mondial, 2019-2024

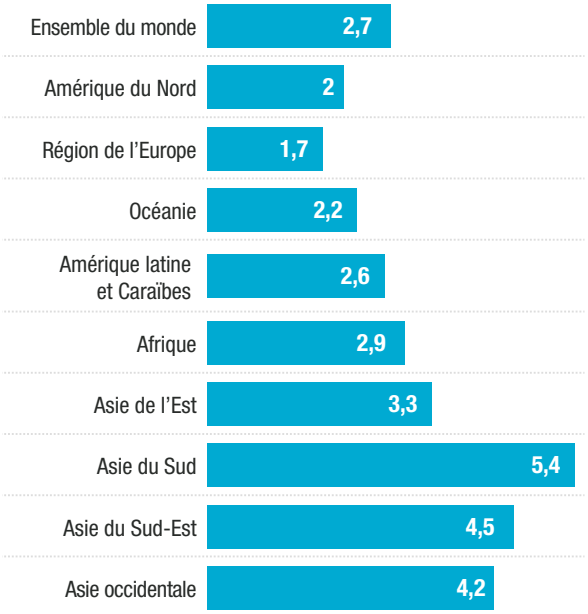


Note : Les agrégats par pays sont calculés sur la base du PIB en dollars constants de 2015. Les données pour 2023 et 2024 sont des prévisions.

Source : Calculs de la CNUCED, d'après l'outil de modélisation des politiques mondiales des Nations Unies ; ONU, Département des affaires économiques et sociales, base de données des principaux agrégats de la comptabilité nationale, et *World Economic Situation and Prospects (WESP): Update as of June 2023* ; CEPALC, 2023 ; Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2023 ; Fonds monétaire international (FMI), Perspectives de l'économie mondiale, printemps 2023 ; Economist Intelligence Unit, base de données EIU CountryData ; JP Morgan, Global Data Watch ; et sources nationales.

Croissance inférieure aux taux antérieurs et divergente

Taux de croissance annuels moyens du produit intérieur brut réel par région, variation en pourcentage, moyenne 2022-2024



Note : Les données pour 2023 et 2024 sont des prévisions. L'Amérique du Nord exclut le Mexique. L'Asie occidentale inclut la Türkiye. Les taux de croissance du PIB sont basés sur les prix constants en dollars des États-Unis de 2015.

Source : Calculs de la CNUCED, d'après l'outil de modélisation des politiques mondiales des Nations Unies ; ONU, Département des affaires économiques et sociales, base de données des principaux agrégats de la comptabilité nationale, et *World Economic Situation and Prospects (WESP): Update as of June 2023* ; CEPALC, 2023 ; Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), 2023 ; Fonds monétaire international (FMI), Perspectives de l'économie mondiale, printemps 2023 ; Economist Intelligence Unit, base de données EIU CountryData ; JP Morgan, Global Data Watch ; et sources nationales.

Résultats

Aider les pays à lutter contre l'endettement croissant

En 2023, les pays utilisateurs du SYGADE sont restés déterminés à faire en sorte que des renseignements exacts soient disponibles sur la dette publique. Les données en question, que le SYGADE rend possible, contribuent à une gestion plus robuste de la dette et des risques connexes, à des décisions éclairées et au respect des obligations internationales pour ce qui est de communiquer des informations.

L'appui au SYGADE assuré par la Division couvre un grand nombre de domaines, parmi lesquels :

- La mise en œuvre du logiciel spécialisé de gestion de la dette du SYGADE ;
- L'assistance à la création de bases de données, à la validation des données, à la gestion des risques opérationnels, à l'établissement de rapports statistiques et à l'analyse de la dette ;
- L'élaboration des cadres juridiques, administratifs, techniques et organisationnels nécessaires à l'appui de la gestion de la dette ;
- La mise en relation de la base de données sur la dette avec différents systèmes d'information, ou à un système intégré d'information de gestion financière.

Parmi les réalisations notables en 2023, 93 % des pays utilisateurs du SYGADE disposent d'une base de données complète sur la dette extérieure publique et la dette extérieure garantie par l'État, et 80 % des pays tiennent des données complètes sur la dette intérieure.

> *Nous sommes très heureux d'être les premiers de la région [du Moyen-Orient] à utiliser le SYGADE 7. Le SYGADE est un outil essentiel pour garantir la fiabilité des chiffres de la dette.*
>
> ***Propos du Secrétaire général du Ministère jordanien des finances***

Grâce au SYGADE, les pays peuvent publier des informations détaillées et fiables sur leur dette publique qui sont accessibles aux niveaux international, national et local.

En ce qui concerne la transparence des données sur la dette, 43 pays utilisateurs du SYGADE ont publié des bulletins statistiques sur la dette et 36 ont réalisé un examen du portefeuille de la dette.

En outre, 89 % des pays utilisateurs du SYGADE ont communiqué des informations au système de déclaration des débiteurs de la Banque mondiale. Parmi les pays abonnés à la base de données de la Banque mondiale sur les statistiques trimestrielles de la dette extérieure, 83 % ont communiqué des données sur la dette.

Par ailleurs, la Division a organisé la huitième session du Groupe intergouvernemental d'experts du financement du développement et la quatorzième conférence semestrielle sur la gestion de la dette.

Elle a continué de promouvoir des solutions multilatérales pour le règlement de la crise de la dette que connaissent les pays en développement, notamment en contribuant au volet financier des travaux du Groupe des Vingt, sous la présidence du Brésil.

Ces contributions ont notamment consisté à tirer des enseignements du Cadre commun approuvé par le Groupe des Vingt concernant les traitements de dette et les vulnérabilités de la dette des pays à revenu faible et intermédiaire, ainsi que les échanges « dette-santé », mécanisme de financement nouveau et innovant qui convertit les remboursements de la dette en investissements de santé publique.

Mission de formation dans l'État de Palestine

Lors d'une mission dans l'État de Palestine, en mai 2023, la CNUCED a formé des fonctionnaires et des chercheurs palestiniens à la modélisation économétrique et aux prévisions économiques.

Les participants étaient issus du Bureau central palestinien de statistique, de l'Autorité monétaire palestinienne, du Ministère des finances et de la planification, et de l'Institut palestinien de recherche sur les politiques économiques.

Contributions à la vingt-huitième session de la COP

En novembre 2023, l'équipe chargée des politiques macroéconomiques et des politiques de développement au sein de la Division a présenté ses travaux relatifs au climat et au développement lors de la vingt-huitième session de la Conférence des Parties (COP) à la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, à Doubaï.

Ces travaux reposaient sur trois documents. Le premier concernait le nouvel objectif chiffré collectif pour le financement de l'action climatique, approuvé à la vingt-huitième session de la COP.

Le deuxième portait sur le nouveau Fonds pour les pertes et les préjudices, créé à la vingt-septième session de la COP en 2022.

Le troisième traitait de l'alinéa c) du paragraphe 1 de l'article 2 de l'Accord de Paris, qui invite les gouvernements à rendre les flux financiers compatibles avec un profil d'évolution vers un développement à faible émission de gaz à effet de serre et résilient aux changements climatiques.

Ce document a été préparé en partenariat avec les négociateurs chargés, au sein du Groupe des 77, coalition de pays en développement, du financement de l'action climatique.

Initiatives et manifestations de haut niveau

La division a organisé des débats axés sur l'amélioration du cadre économique à l'appui du développement durable.

On mentionnera à cet égard la sixième session de la Réunion d'experts pluriannuelle sur le renforcement d'un environnement économique favorable à tous les niveaux à l'appui d'un développement inclusif et durable et sur la promotion de l'intégration et de la coopération économiques.

Cette manifestation de deux jours a réuni des experts pour étudier comment les pays peuvent mettre en place durablement des secteurs et des politiques permettant un avenir plus vert, plus résilient et plus prospère.

En septembre, la division a organisé une table ronde de haut niveau à la suite du quinzième sommet des BRICS, qui a réuni plusieurs pays émergents : Brésil, Fédération de Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.

Lors des débats, des hauts fonctionnaires des États membres actuels et futurs des BRICS ont examiné les résultats du sommet et leur portée pour l'économie mondiale.

Le groupe a aussi répertorié des domaines d'intérêt et de préoccupation communs des pays en développement, et des moyens de faire face à des crises mondiales en cascade qui s'aggravent mutuellement.

Principaux projets

- Mise au point de la septième grande version du logiciel SYGADE, **SYGADE 7, installée en Jordanie** et mise à l'essai par cinq autres pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe.
- Reconduction du **projet interinstitutions** intitulé « Mobiliser des ressources financières extérieures après la pandémie de COVID-19 en faveur d'un développement plus vert, plus équitable et plus durable dans certains petits États insulaires en développement vulnérables d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes » (voir https://www.un.org/sustainabledevelopment/news/communications-material/).
- Création d'un « **Club des emprunteurs** » où les pays débiteurs peuvent débattre de questions techniques et de mécanismes innovants, étudier de nouveaux instruments de dette axés sur le développement durable et d'apprendre les uns des autres.
- Publication du rapport de l'examen de la politique de transformation de la production du Bangladesh, qui étudie comment le pays peut exploiter sa position de pôle mondial de la fabrication de textiles, diversifier son économie et innover. Ce rapport était le cinquième d'une série de publications communes avec le Centre de développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE).
- Publication de deux rapports traitant de la Chine sous l'angle de la coopération Sud-Sud, consacrés d'une part aux stratégies de développement tournées vers la croissance verte du pays, et d'autre part à des initiatives pilotes sur le libre-échange.

Division du commerce international et des produits de base

La Division s'attache à former le consensus, à renforcer les capacités et à promouvoir les partenariats pour la politique commerciale, les négociations commerciales, le commerce des produits et des services et l'économie de la création, la diversification économique, le droit de la concurrence et de la protection du consommateur, et à gérer les questions qui se posent à l'intersection du commerce, de la dépendance à l'égard des produits de base, de la dimension de genre, de l'environnement et des changements climatiques. Elle observe les tendances et produit des analyses objectives pour faire du commerce international un moteur du développement durable et inclusif.

Vue d'ensemble

L'action de la Division vise à permettre la diversification économique, à promouvoir des économies durables et résilientes et à favoriser les transformations multilatérales nécessaires pour créer un monde plus écologique, plus inclusif et plus prospère.

En 2023, elle a donc concentré son action sur la production d'analyses factuelles pour aider les pays à tirer parti des nouvelles politiques industrielles et de l'action climatique pour faire progresser leur commerce et leur développement. La Division a aidé les États membres à surmonter le problème de la dépendance à l'égard des produits de base. Elle a étudié comment les pays en développement peuvent tirer parti de la demande croissante de minéraux essentiels dans le contexte de la transition énergétique pour le développement durable et de la crise climatique. En outre, la Division a utilisé des mesures commerciales pour promouvoir les contributions déterminées au niveau national (CDN) relevant de l'Accord de Paris, et étudié la question de savoir comment les politiques de la concurrence et de la protection du consommateur peuvent rendre les marchés durables.

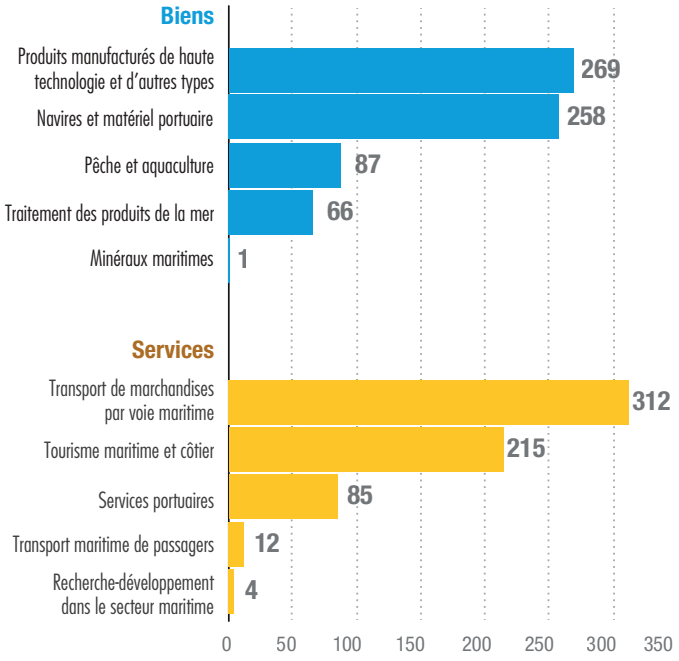
À sa vingt-huitième session, pour la première fois, la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, a organisé une « **Journée du commerce** » et une « **Maison du commerce** », illustrant le rôle fondamental du commerce et des politiques connexes dans l'accélération de l'action climatique indispensable. La Journée du commerce était organisée en collaboration avec la présidence de la vingt-huitième session de la COP, assurée par les Émirats arabes unis, le Centre du commerce international, la Chambre de commerce internationale et l'Organisation mondiale du commerce.

Principales questions

- Obtenir des gains commerciaux et diversifier l'économie grâce à la décarbonation
- Analyser les effets des nouvelles politiques industrielles et des mesures d'atténuation des risques commerciaux sur l'économie des pays en développement
- Renforcer les capacités pour aider les pays en développement à produire en temps utile des données commerciales de qualité

Évaluer l'économie maritime

Exportations par catégorie de biens et services maritimes, 2020, en milliards de dollars É.-U.



Bâtir une économie maritime durable

La Division a lancé la publication intitulée *Trade and Environment Review 2023*, qui met en lumière le vaste potentiel des océans pour la croissance et la résilience économiques, en particulier pour les pays en développement.

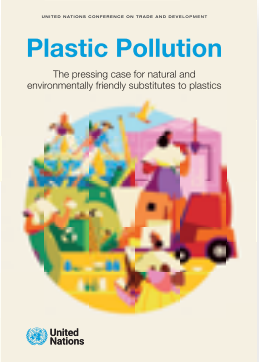
Source : Estimations de la CNUCED à partir d'UNCTADstat (date de consultation : janvier 2023).

Résultats

Tirer parti du commerce pour catalyser l'action climatique

La Division a poursuivi son action visant à aligner les politiques commerciales sur les objectifs climatiques internationaux.

À la vingt-huitième session de la COP, la Division a rendu publique une étude examinant comment 60 pays en développement ont intégré le commerce dans les engagements nationaux adoptés au titre de l'Accord de Paris relatif aux changements climatiques que l'on nomme « contributions déterminées au niveau national ». Par ailleurs, elle a collaboré avec la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique afin de mettre au point un algorithme permettant d'effectuer des recherches sur les mesures non tarifaires liées aux changements climatiques dans la base de données du Système d'analyse et d'information commerciales de la CNUCED. Cette base de données couvre près de 150 pays, plus de 95 % du commerce mondial, 20 000 textes réglementaires différents et près de 90 000 mesures distinctes.

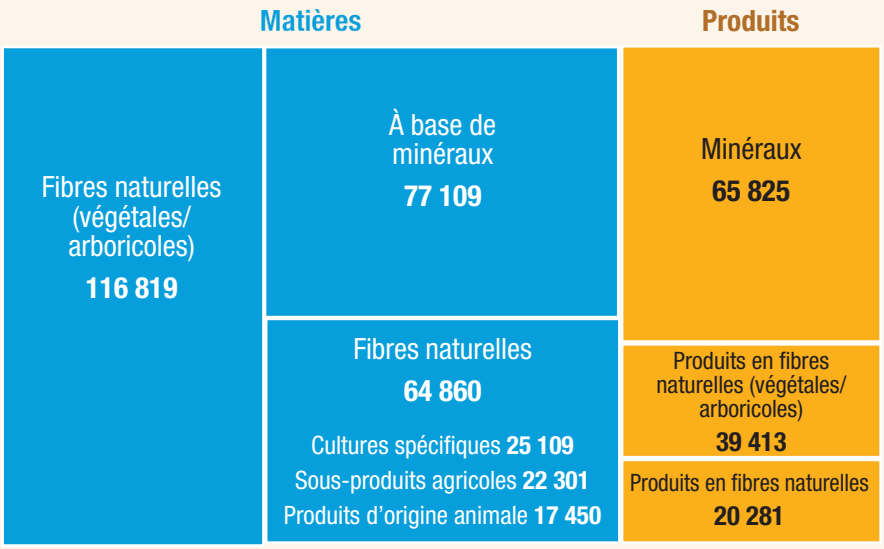


La Division a aussi publié le rapport intitulé Plastic Pollution: The pressing case for natural and environmentally friendly substitutes to plastics.

Ce rapport, très pertinent dans le contexte des négociations en cours à l'ONU sur le problème de la pollution par les matières plastiques, présente, à titre d'exemple, une longue liste de matériaux et de produits d'origine naturelle qui peuvent constituer des solutions de remplacement ou de substitution des matières plastiques, et offre ainsi une base initiale pour mener des analyses et des politiques.

Valeur commerciale des produits de substitution aux matières plastiques

En 2020, les exportations de ces produits ont représenté 388 milliards de dollars en 2020, dont les deux tiers environ en exportations de matières premières (258 milliards de dollars)



Depuis mars 2023, la CNUCED codirige le Programme d'information des consommateurs, hébergé par le Programme des Nations Unies pour l'environnement par l'intermédiaire de son réseau One Planet.

Le programme mène des consultations multipartites pour informer les consommateurs dans le cadre de la transition vers des modes de consommation durable. La CNUCED et le Programme des Nations Unies pour l'environnement ont aussi constitué un nouveau partenariat pour étudier les interactions entre les accords multilatéraux sur l'environnement et la protection du consommateur.

Faits saillants à la vingt-huitième session de la COP

Pour la première fois, la Conférence des Parties a consacré une journée entière aux questions commerciales, soulignant le fait qu'il apparaît de plus en plus nécessaire que le commerce joue un rôle central dans la lutte contre les changements climatiques.

À l'ouverture de la Journée du commerce, la Secrétaire générale de la CNUCED, Rebeca Grynspan, conjointement avec les autres responsables mondiaux, a présenté une feuille de route indiquant les politiques commerciales possibles pour apporter une réponse juste et ambitieuse aux changements climatiques.

Par ailleurs, la CNUCED et ses partenaires ont coorganisé le pavillon de la Maison du commerce de la vingt-huitième session de la COP, espace destiné à susciter un débat et des solutions sur la façon dont le commerce peut accélérer l'action climatique. Le pavillon a accueilli 44 séances auxquelles ont contribué quelque 200 intervenants.

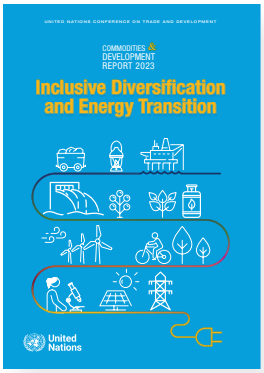
Minéraux critiques et dépendance à l'égard des produits de base

La Division a apporté une contribution technique au Groupe de travail de la transformation des industries extractives pour le développement durable, constitué par le Secrétaire général de l'ONU pour aider les pays à exploiter les minéraux qui sont indispensables à la transition énergétique pour le développement durable.

Le Groupe de travail a mené des travaux de recherche sur la dynamique commerciale des minéraux critiques et des produits connexes, pour mettre en évidence les caractéristiques particulières des marchés de ces minéraux pour les accumulateurs rechargeables au lithium-ion utilisées dans les véhicules électriques.

Le *Rapport 2023 sur les produits de base et le développement* a présenté un certain nombre d'initiatives importantes dans le contexte de la transition énergétique mondiale.

Le rapport visait à aider les pays vulnérables à éviter les pièges de la dépendance à l'égard des produits de base (lorsque ces produits représentent en valeur plus de 60 % des exportations de marchandises d'un pays). Y sont aussi proposées des politiques industrielles vertes afin d'encourager une transition énergétique équitable, juste et inclusive.

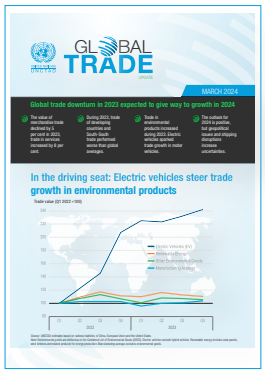


Aider les pays en développement à s'adapter à l'évolution du commerce mondial

Sous la thématique de l'évolution du commerce mondial, la Division a analysé les diverses répercussions des stratégies industrielles nationales et des dynamiques géopolitiques pour les pays en développement.

Le Forum des Nations Unies sur le commerce a identifié quatre initiatives commerciales à fort impact devant contribuer à mobiliser des progrès dans des domaines essentiels pour accélérer la réalisation des ODD, et portant sur les partenariats commerciaux Sud-Sud, l'économie maritime durable, la consommation et la production durables et les solutions numériques pour remédier aux disparités hommes-femmes.

Global Trade Updates, publication trimestrielle, donne un éclairage sur les dernières tendances du commerce des biens et des services, les exportations des pays en développement, y compris le commerce Sud-Sud, les tendances géopolitiques et les perspectives futures.



La trente-deuxième session du Comité des participants au Système global de préférences commerciales entre pays en développement a fait le point sur l'application de l'accord, qui nécessite une ratification supplémentaire pour entrer en vigueur.

La réunion a étudié les moyens d'accroître la coopération Sud-Sud dans les domaines nouveaux du développement durable, en veillant à ce que les membres tirent parti du contexte économique et politique mondial actuel pour leur commerce et leur développement.

La Division a continué d'œuvrer en synergie avec diverses équipes de la CNUCED, en utilisant le commerce pour promouvoir l'égalité entre les sexes et l'émancipation économique des femmes. Ces initiatives ont aidé les décideurs des pays en développement à aborder des thématiques nouvelles du commerce mondial comme le commerce électronique et l'entreprenariat envisagés selon une dimension de genre.

Près de 2 200 participants de 154 pays ont bénéficié de plus de 25 instances du cours en ligne de la Division sur le commerce et les questions de genre selon une perspective nationale, régionale, ou thématique.

Renforcer les capacités des pays en développement en matière de données commerciales

À la suite de la publication en 2022 des jeux de données sur les produits de la mer et issus de la biodiversité, la CNUCED s'est employée à renforcer les capacités des pays en développement en matière de données commerciales pour améliorer l'évaluation de l'économie de la création et du commerce des matières plastiques. La base de données UNCTADStat comporte déjà des ensembles de données sur les biens et les services du secteur de la création et des secteurs connexes.

Dans le prolongement de la Réunion d'experts pluriannuelle sur le commerce, les services et le développement, la CNUCED a également lancé un groupe de travail informel sur les données relatives aux politiques de commerce et de développement des services pour aider les pays à recueillir et produire plus efficacement les données sur le commerce des services.

Principaux projets

- Le commerce vert au service du développement durable dans les petits États insulaires en développement du Pacifique membres du Groupe Fer de lance mélanésien
- Assistance technique et renforcement des capacités en matière de concurrence et de protection du consommateur, pour les pays en développement africains lusophones et le Timor-Oriental
- Inclusion d'initiatives écologiques dans les stratégies nationales de 20 pays africains pour la mise en œuvre de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine
- PROMOVE Comércio: Renforcer la compétitivité des exportations au Mozambique
- Étude sur le commerce et l'entreprenariat en Indonésie dans une perspective de genre et de développement
- L'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine et les obstacles non tarifaires : mécanismes de contrôle, de notification et de suppression

Témoignages

La volonté de la CNUCED de collaborer avec l'Autorité de la concurrence du Cabo Verde a été déterminante. Le soutien de la CNUCED a été d'une importance fondamentale, notamment en ce qui concerne la formation technique et l'analyse des atteintes à la concurrence dans certaines affaires.

Cette assistance technique de haut niveau a fait toute la différence en favorisant l'entrée du pays dans une nouvelle ère du droit et de la politique de la concurrence.

Emanuel Barbosa
Président de l'Autorité de la concurrence du Cabo Verde

Division de l'investissement et des entreprises

La Division a pour mission de garantir la croissance inclusive et le développement durable par le développement de l'investissement et des entreprises pour faire progresser le renforcement des capacités productives et technologiques, l'industrialisation, la diversification économique, la création d'emplois et les progrès dans la réalisation des ODD.

La Division est le principal organe du système des Nations Unies pour les questions relatives au développement de l'investissement et des entreprises. Elle mène des analyses stratégiques de premier ordre, fournit une assistance technique et contribue, au niveau international, à la formation de consensus sur les questions relatives à l'investissement et aux entreprises.

Vue d'ensemble

Depuis la crise de la COVID-19, les flux mondiaux d'investissement étranger direct ont eu tendance à diminuer. Dans ce contexte, la Division a continué d'aider les États membres à aborder certaines nouvelles grandes questions internationales qui ont des incidences sur les politiques de développement de l'investissement et des entreprises à tous les niveaux.

La transition énergétique, en particulier, connaît un important déficit de financement. La publication phare de la Division, le *Rapport 2023 sur l'investissement dans le monde*, propose un pacte mondial pour l'investissement dans l'énergie durable pour tous, en décrivant des mesures prioritaires allant de mécanismes de financement à des politiques d'incitation. Le rapport a servi de contribution à plusieurs processus multilatéraux, notamment à des réunions au sommet de l'ONU et à des débats de l'Assemblée générale.

WORLD INVESTMENT FORUM 2023

Le huitième Forum mondial de l'investissement, dont la Division a assuré l'organisation, a ouvert la voie aux délibérations de la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Le Forum a constitué le plus vaste rassemblement de cette nature jamais organisé, attirant plus de 8 000 participants, dont huit chefs d'État et de gouvernement, 69 ministres et vice-ministres, 57 représentants de haut niveau d'organisations internationales et régionales, et 700 cadres du secteur privé. La manifestation s'est déroulée sur cinq jours et a compté 157 réunions au total, dont certaines étaient organisées en collaboration avec 80 entités partenaires.

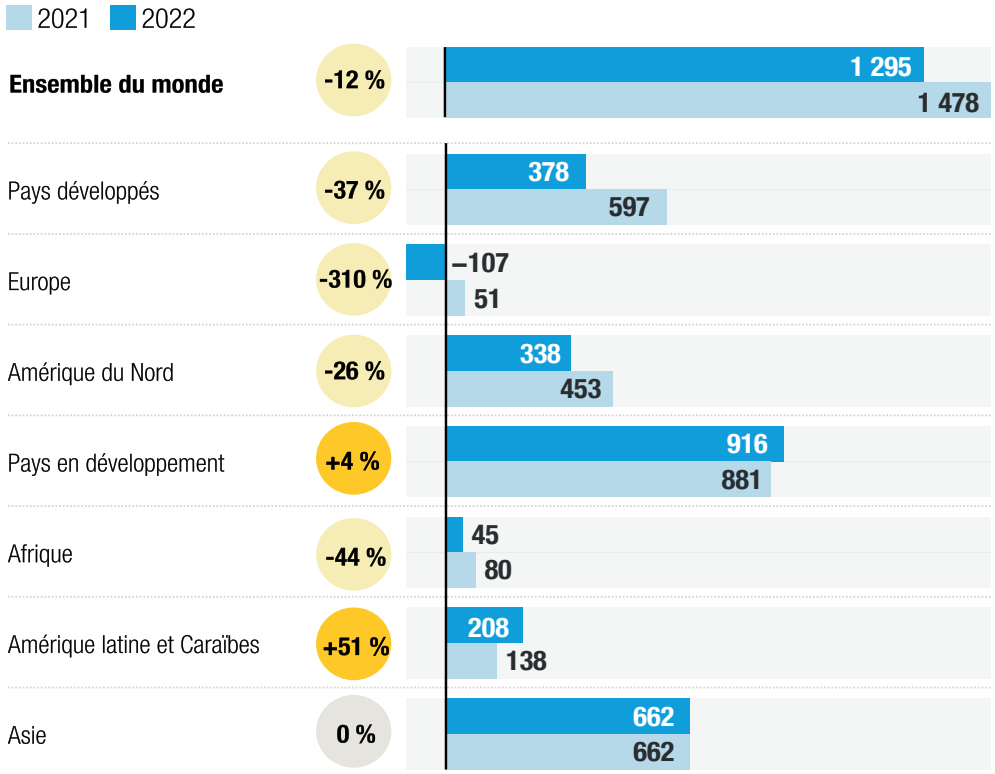
L'année 2023 s'est achevée par une évaluation indépendante des activités de la Division qui a confirmé la pertinence, la qualité, l'efficience et l'efficacité de ses interventions. L'évaluation a confirmé les liens étroits qui existent entre ces activités et les principaux mandats de la Division, notamment en ce qui concerne l'appui aux ODD.

Principales questions

- Financer la réalisation des ODD. Les investissements en faveur des ODD progressent, mais trop lentement. Le déficit de financement a atteint 4 000 milliards de dollars, contre 2 500 milliards de dollars en 2015
- Financer la transition énergétique dans le cadre d'un pacte d'action mondial
- Étendre le champ des informations sur la durabilité à publier

L'investissement étranger direct a chuté de 12 % au niveau mondial en 2022

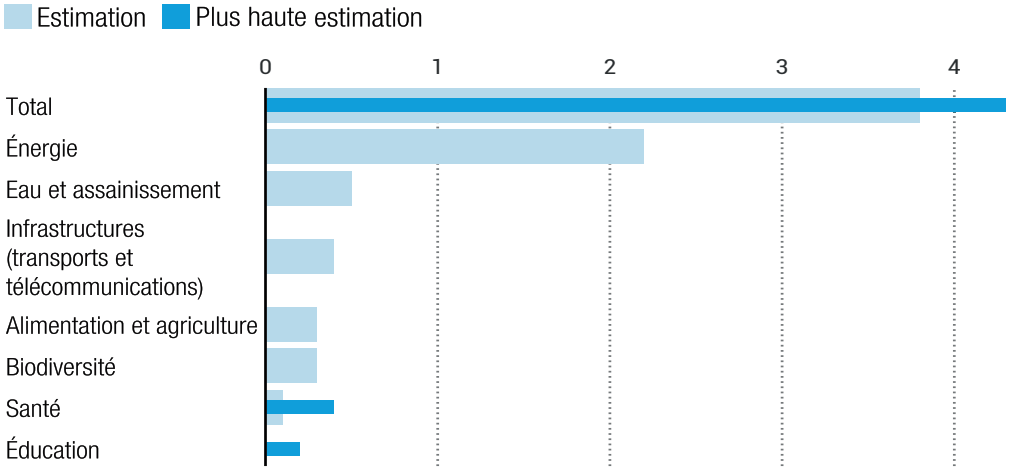
Par sous-région, en milliards de dollars É.-U., en pourcentage, 2021 et 2022



Source : CNUCED, base de données sur l'IED et les entreprises multinationales (https://unctad.org/fdistatistics).

Le déficit d'investissement dans les ODD se creuse dans les pays en développement

Estimation du déficit d'investissement annuel si les ODD devaient être atteints d'ici à 2030, montant total, par secteur, dépenses d'équipement, en milliers de milliards de dollars É.-U.



Source : CNUCED, SDG Investment Trends Monitor, septembre 2023.
Note : Les investissements correspondent aux dépenses d'équipement. Pour les secteurs de la santé et de l'éducation, pour lesquels on s'attend surtout à des dépenses de fonctionnement, les écarts d'estimation s'expliquent par l'incertitude quant à la part des dépenses d'équipement dans le déficit d'investissement total.

Résultats

Sur fond de crises mondiales en cascade, la Division a aidé les États membres à répondre aux difficultés de plus en plus pressantes auxquels la communauté internationale doit faire face.

Investir dans la transition énergétique

La Division a publié le *Rapport 2023 sur l'investissement dans le monde*, qui a pour thème « Investir dans l'énergie durable pour tous » et où est présenté un pacte mondial pour l'investissement.

Ce pacte énonce des principes directeurs pour la transition énergétique : atteindre les objectifs climatiques, procurer à tous une énergie abordable et garantir la sécurité énergétique.

Il propose six moyens d'action pour les politiques d'investissement nationales et internationales dans ce domaine, qui concernent les partenariats et la coopération mondiaux, régionaux et Sud-Sud, les mécanismes et instruments de financement, et les marchés financiers durables.

Le lancement mondial du Rapport a été un succès, avec 2 678 articles de presse en 18 langues et 100 000 téléchargements. Le nombre de visites de la page Web du Rapport a augmenté de 30 % par rapport à 2022.

Huitième Forum mondial de l'investissement

Le huitième Forum mondial de l'investissement s'est tenu à Abou Dhabi et a eu pour thème « Investir dans le développement durable ».

Le forum a évoqué les difficultés que traverse actuellement le secteur de l'investissement en raison de crises mondiales multiples et croisées.

Des volets spécifiques y ont été consacrés à l'investissement dans la sécurité alimentaire, la santé, la technologie, le financement durable, la transition énergétique et l'action climatique, et ces débats ont servi de contribution aux travaux de la vingt-huitième session de la COP.

Le forum a répondu à une lacune systémique de la gouvernance économique mondiale sur les questions d'investissement en offrant un cadre de dialogue et d'action pour orienter les politiques d'investissement internationales.

Le forum a aussi lancé des initiatives importantes, parmi lesquelles :

- Un guide sur les marchés volontaires du carbone
- Un programme mondial de recherche multidisciplinaire
- Un partenariat avec les Investisseurs souverains africains en vue de promouvoir l'investissement durable
- Une plateforme multipartite sur la réforme des accords internationaux d'investissement
- Trois partenariats régionaux en matière de publication d'informations sur la durabilité

Influence sur l'élaboration des politiques d'investissement

La CNUCED continue de jouer un rôle de premier plan en ce qui concerne l'élaboration des politiques d'investissement.

À la demande de l'Assemblée générale des Nations Unies, la Division a animé des activités pour aider les États membres à tirer parti des recommandations figurant dans le *Rapport 2023 sur l'investissement dans le monde*.

Ces recommandations portaient notamment sur des mesures pour la réforme de la fiscalité internationale et l'investissement durable, et le suivi du progrès mondial des investissements relatifs aux ODD.

Au niveau régional, la Ligue des États arabes et l'Organisation de la coopération islamique ont adopté des principes directeurs fondés sur le cadre de politique d'investissement défini par la CNUCED pour le développement durable.

Ailleurs, le programme d'examen de la politique d'investissement de la Division a soutenu la Mauritanie, le Tadjikistan, le Togo et l'Union économique et monétaire ouest-africaine.

En ce qui concerne les accords internationaux d'investissement, la Division a continué d'aider les États membres à revoir l'ensemble des traités d'investissement auxquels ils sont parties et à concevoir des traités d'investissement types. Cette activité a été complétée par le lancement d'une plateforme multipartite sur la réforme des accords internationaux d'investissement en vue de dégager des moyens d'accélérer le développement durable et la transition énergétique.

Faisant fond sur les solutions de guichet unique en ligne qu'elle proposait déjà pour faciliter la conduite des affaires et l'investissement, la Division a lancé plusieurs nouveaux produits visant à promouvoir un investissement aligné sur les ODD, parmi lesquels un registre des émissions pour aider les pays à respecter leurs obligations au titre de l'Accord de Paris et un portail pour accélérer les procédures d'agrément des médicaments essentiels.

La Division a aussi fourni des renseignements à jour aux décideurs grâce à son bulletin de la politique d'investissement (*Investment Policy Monitor*), ainsi qu'à des bases de données en ligne sur les réglementations nationales en matière d'investissement et les accords internationaux d'investissement.

Investir dans la santé

Au titre du domaine d'action « Investir dans la santé », la Division a réfléchi à de nouveaux partenariats et fourni des services consultatifs, notamment en Éthiopie, au Kenya et en Ouganda, qui ont débouché sur un cadre d'action régional et un mécanisme de coopération régionale.

Ces initiatives ont traité les goulets d'étranglement qui existent dans la région concernant la production locale d'antibiotiques, en même temps qu'elles ont facilité l'échange de renseignements.

Promouvoir le financement durable

Le financement axé sur la durabilité est en plein essor. Afin de mobiliser pleinement la contribution de l'ensemble des parties prenantes au développement durable, la Division s'est attachée à renforcer l'intégrité des investissements axés sur la durabilité.

Des activités ont été menées à ce titre pour répondre aux préoccupations suscitées par des allégations trompeuses d'écoblanchiment et pour harmoniser la publication des informations relatives aux questions environnementales, sociales et de gouvernance.

En outre, la Division a lancé un nouveau cadre d'action des Nations Unies sur les bourses de valeurs pour un investissement durable, devant permettre de tirer le meilleur parti des marchés du carbone, ainsi qu'un nouveau cadre d'intégration de la durabilité pour les investisseurs institutionnels.

La Division a aussi aidé les entreprises à adopter des pratiques commerciales durables en diffusant les indicateurs de base de la CNUCED pour la publication d'informations concernant les ODD, et en concevant des partenariats régionaux pour aider les pays à appliquer les normes mondiales de publication d'informations en matière de durabilité.

Soutenir l'entreprenariat

Dans le prolongement de ses activités relatives à l'entreprenariat, la Division a modernisé le programme de la CNUCED en la matière, Empretec, en adoptant des activités innovantes de renforcement des capacités pour exploiter les nouvelles technologies et mieux répondre à l'évolution des besoins des entrepreneurs dans les pays en développement.

Principaux projets

- **Rationaliser les processus économiques au service du développement durable** grâce à des outils numériques publics. Depuis 2016, le nombre de pays disposant de portails d'information en ligne sur l'investissement est passé de 130 à 169. La CNUCED a réalisé au total 96 systèmes dans 60 pays, ce qui a permis de réduire de 80 % les étapes, les formulaires et les documents en rapport avec l'enregistrement des entreprises.
- **L'entreprise familiale au service du développement durable** : cette initiative aide à transformer les modèles d'entreprise conventionnels dans l'optique de la durabilité et de la prospérité ; elle est disponible en six langues, dans plus de 40 pays.
- L'initiative des **bourses de valeur pour un investissement durable** : forte de 133 membres et de 63 682 sociétés cotées en bourse dont la valorisation totalise 125 000 milliards de dollars, l'initiative se développe. En 2023, elle a organisé 47 ateliers dans 42 pays, formant plus de 8 000 participants. Elle a organisé 14 manifestations auxquels étaient présents 149 intervenants (dont 53 % de femmes) issus de bourses de valeurs, d'organismes de réglementation des marchés de valeurs mobilières, d'organismes de normalisation et des principaux acteurs du marché.
- Les **partenariats régionaux pour la promotion de la durabilité et la publication d'informations relatives aux ODD** : cette initiative a débuté en 2020 avec le lancement de partenariats régionaux pour l'Amérique latine. Elle a également lancé des partenariats pour l'Afrique (en 2021), et plus récemment, a aidé à répondre à la demande croissante émanant des États membres afin que des partenariats régionaux soient créés pour l'Asie, l'Eurasie et la région du Golfe. Parallèlement, le nombre de membres a connu une augmentation exponentielle, passant de sept membres en 2021 à 40 en 2022, puis à 87 en 2023, représentant 43 pays.

En 2023, l'initiative des bourses de valeurs des Nations Unies pour un investissement durable a remporté un prix des « pionniers pour le climat » lors de la cérémonie des prix Finance for the Future, qui récompensent les organisations qui intègrent la durabilité dans la prise de décisions financière.

Le jury a déclaré :

L'initiative des bourses de valeurs des Nations Unies pour un investissement durable continue d'offrir un des plus larges programmes d'éducation au monde sur la publication d'informations sur les risques climatiques, en rassemblant des organisations et des bourses de valeurs pour renforcer les connaissances sur les marchés établis et émergents. Les juges ont été impressionnés par la portée mondiale de ce projet, qui utilise le pouvoir fédérateur des bourses de valeurs pour s'adresser aux marchés émergents et répondre aux besoins spécifiques du marché.

© Forum mondial sur l'investissement 2023 | La Secrétaire générale de la CNUCED, Rebeca Grynspan (en deuxième, à droite), assistant au forum, aux côtés de Thani Bin Ahmed Al Zeyoudi (en deuxième, à gauche), Ministre d'État des Émirats arabes unis chargé du commerce extérieur, et James Zhan (en premier, à droite), Directeur de la Division de l'investissement et des entreprises de la CNUCED.

Les débats et les partenariats que ce Forum mondial de l'investissement a rendus possibles ouvriront la voie à un avenir plus inclusif et plus durable pour tous. Ensemble, écrivons un avenir fait d'espérance, de résilience et de progrès.

S. E. M. José Ramos-Horta,
Président de la République démocratique du Timor-Leste et lauréat du prix Nobel

L'édition 2023 du Forum mondial de l'investissement 2023 vient rappeler à point nommé que le multilatéralisme reste un moyen efficace de dialoguer au niveau mondial dans l'intérêt de tous.

S. E. M. Valdis Dombrovskis,
Vice-Président exécutif de l'initiative « Une économie au service des personnes », Union européenne

Division de la technologie et de la logistique

La Division aspire à renforcer la croissance et le développement inclusifs grâce à la science, la technologie et l'innovation, y compris les technologies de l'information et de la communication, au service du développement ; à des services de logistique commerciale efficaces, résilients et durables ; et des programmes de formation et de renforcement des capacités. Elle héberge la Commission de la science et de la technique au service du développement (CSTD) et gère le programme du Système douanier automatisé (SYDONIA), plus important programme de coopération technique de la CNUCED.

Vue d'ensemble

En 2023, la Division a continué de faire progresser l'influence de la CNUCED dans le débat mondial sur les politiques de l'environnement et du numérique.

Elle a publié le *Rapport sur la technologie et l'innovation 2023*, qui souligne la nécessité pour les pays en développement de saisir les débouchés de l'innovation verte pour assurer leur croissance économique et technologique.

La publication phare de la Division, l'*Étude sur les transports maritimes 2023*, souligne la transition énergétique qui doit impérativement être opérée dans ce secteur ainsi que les objectifs de décarbonation ambitieux fixés pour celui-ci. Elle souligne aussi les conséquences des tensions commerciales et géographiques sur l'évolution des modes de transport maritime, des routes commerciales, des coûts de transport et des prix alimentaires.

Le rapport 2022-2023 du programme SYDONIA (*ASYCUDA Report 2022-2023*) souligne les avantages de l'automatisation et du passage au numérique des procédures douanières pour pouvoir adopter plus rapidement une facilitation du commerce rationnelle sur le plan climatique.

Un certain nombre de rapports d'analyse ont été publiés, notamment sur les guichets uniques commerciaux, la chaîne de blocs dans la facilitation du commerce, l'efficacité portuaire et les dispositifs contractuels pouvant être utilisés pour répartir les risques commerciaux et prévenir les pertes.

La Division a organisé la Semaine de l'économie numérique de la CNUCED, à laquelle ont assisté un nombre record de 3 500 participants originaires de 159 pays. La manifestation a appelé l'attention sur le coût environnemental des technologies numériques et invité à parfaire la compréhension de l'articulation entre transformation numérique et durabilité.

En outre, la Division a concouru à la formation d'un consensus intergouvernemental dans des domaines complexes comme l'utilisation des données au service du développement durable, le passage au numérique de la facilitation du commerce, la coordination et l'innovation.

Dans le cadre des services fonctionnels de secrétariat qu'elle fournit à la CSTD, la Division a lancé le processus d'examen à vingt ans du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI +20) en proposant des consultations ouvertes lors du Forum sur la gouvernance d'Internet, à Kyoto, et de la Semaine de l'économie numérique, à Genève.

Il a ainsi été possible de débattre de l'état d'avancement et des difficultés et perspectives du Sommet mondial sur la société de l'information, dans l'optique de son vingtième anniversaire, qui aura lieu en 2025.

Global Supply Chain Forum
Barbados
UN trade & development

Chaînes d'approvisionnement mondiales durables et résilientes

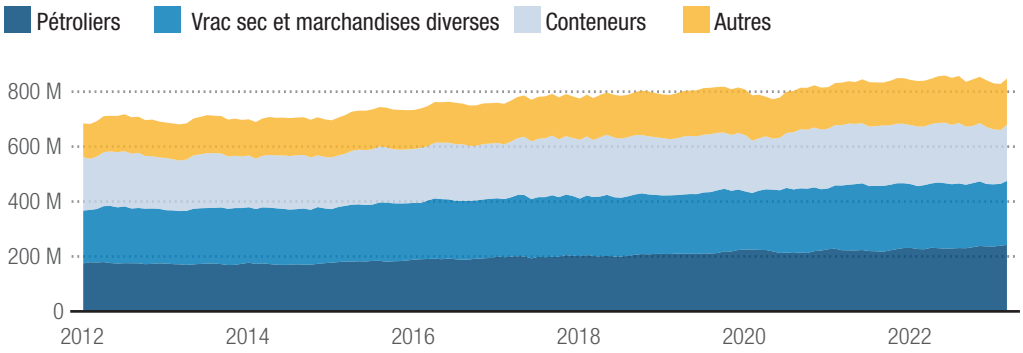
La Division a dirigé les préparatifs du premier Forum mondial de la CNUCED sur les chaînes d'approvisionnement, initiative menée en collaboration avec le Gouvernement barbadien. Le Forum se déroulera à Bridgetown du 21 au 24 mai 2024, et comportera une réunion de haut niveau qui réunira des ministres et des cadres de diverses institutions s'occupant des transports, du commerce, de la logistique et de la gestion de la chaîne d'approvisionnement, et proposera 60 séances techniques. Il doit aboutir à des recommandations tournées vers l'action pour des chaînes d'approvisionnement mondiales plus résilientes qui reposent sur des transports et une logistique durables, sobres en carbone, résilientes et intelligentes.

Principales questions

- Décarboner les transports maritimes : contribuer à accélérer une transition énergétique juste et équitable
- Promouvoir les technologies vertes pour la croissance dans un monde sobre en carbone
- Promouvoir le double objectif du développement des technologies numériques et de la protection de l'environnement
- Soutenir le processus de négociation de l'OMI sur la réduction des gaz à effet de serre et une transition juste et équitable en menant une étude d'impact complète sur la mesure de la réduction des gaz à effet de serre

Les émissions du secteur des transports maritimes évoluent dans le mauvais sens

Émissions de dioxyde de carbone par principaux types de navires, en tonnes, 2012-2023

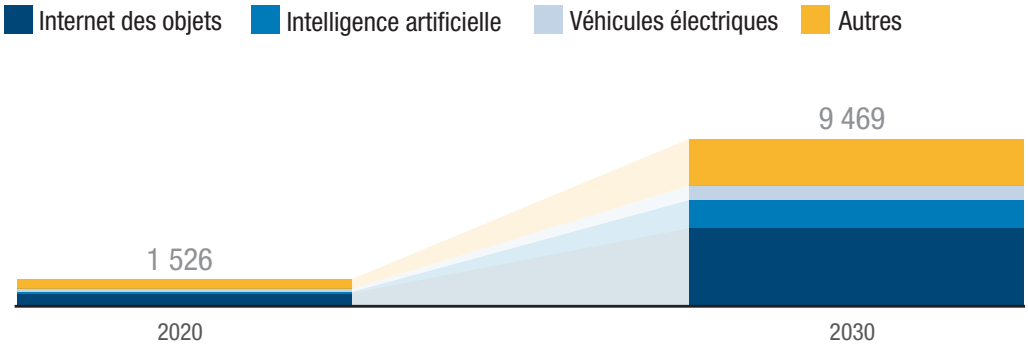


Source : CNUCED, d'après des données communiquées par Marine Benchmark, juin 2023.

Note : La catégorie « autres » recouvre les navires de transport de véhicules, les navires rouliers, les navires à passagers, les navires au large et les navires de service et divers autres types de navires.

La valeur des technologies d'avant-garde devrait connaître un bond au XXIe siècle

Taille du marché des technologies d'avant-garde, en milliards de dollars É.-U.



Source : CNUCED, d'après diverses estimations.

Résultats

Permettre aux pays en développement de tirer parti de l'économie numérique

En 2023, la Division a réalisé des évaluations de l'état de préparation au commerce électronique pour quatre pays : le Ghana, la Mauritanie, la Mongolie et le Pérou.

À ce jour, 36 pays en développement ont bénéficié de ces évaluations et 28 ont conçu une stratégie nationale ou un plan d'action visant à intégrer le commerce électronique dans leur programme de développement national, ou prévoient de le faire.

L'initiative eTrade for Women, dont la CNUCED est le chef de file, a contribué à l'autonomisation de plus de 60 entrepreneuses du numérique de 16 pays en développement, ce qui a porté le nombre de membres de son réseau actif de communautés régionales à 300 entreprises du secteur du numérique dans 40 pays.

La Division a organisé en ligne deux cours de renforcement des capacités, sur les thèmes suivants : mettre à profit l'identité numérique pour le commerce et le développement, et aspects juridiques du commerce électronique. Au total, 566 participants de petits États insulaires en développement ont bénéficié de ces formations. En outre, la Division a conçu et dispensé un cours en ligne intitulé « Le commerce électronique au service du développement », en collaboration avec la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), qui a été utile à 154 participants de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes.

Une formation a aussi été organisée pour aider à améliorer l'aptitude des pays en développement à recueillir et à produire des statistiques sur le commerce électronique et numérique. Cette activité a été réalisée en étroite collaboration avec des partenaires mondiaux tels que le FMI, l'OCDE, la Banque mondiale, l'OMC et l'Institut arabe de formation et de recherche en statistiques.

La Division a mené des travaux de recherche et d'analyse au sujet de la réglementation des flux de données internationaux et des méthodes de mesure de la valeur du commerce électronique parmi les membres du Groupe des Vingt, qui regroupe les pays les plus avancés économiquement dans le monde.

La Division a aussi appuyé les délibérations de la Commission de la science et de la technique au service du développement sur la question des données et du développement, où il a été question des dimensions multiples du problème des données numériques et de ses conséquences pour le développement. Par une décision qui a fait date, la Commission a décidé de créer un groupe de travail multipartite sur les cadres de gouvernance des données.

Ensemble, l'OCDE, le FMI, l'OMC et la CNUCED ont produit la deuxième édition du Manuel sur la mesure du commerce numérique, qui jette les bases d'un développement de l'assistance technique et du renforcement des capacités statistiques dans ce domaine.

L'équipe a aussi contribué à un rapport commun analysant la contribution du commerce numérique au développement, ainsi que les perspectives et les difficultés qui existent pour les pays en développement.

En outre, la Division a dirigé les travaux d'une nouvelle équipe spéciale sur la question de la mesure de la valeur du commerce électronique et de l'économie numérique, qui est chargée d'élaborer des lignes directrices pour améliorer la disponibilité, la qualité et la comparabilité des statistiques.

Enfin, la Division a accueilli la sixième session du Groupe intergouvernemental d'experts du commerce électronique et de l'économie numérique, qui a proposé une série de recommandations concertées visant à aider les pays à tirer parti des données pour promouvoir le développement durable.

Façonner l'avenir de l'économie numérique

La Semaine du commerce électronique 2023, dont le thème s'intitulait « Façonner l'avenir de l'économie numérique », s'est déroulée à Genève et en ligne au mois de décembre.

Son document final, intitulé « *Vision de Genève pour l'avenir de l'économie numérique* », servira de contribution pour le Pacte numérique mondial et pour le Sommet de l'avenir devant avoir lieu en septembre 2024.

Le document traite de questions urgentes comme la réduction du fossé numérique, l'utilisation du commerce électronique pour aider les pays les moins avancés à doubler leur part du commerce mondial, l'aide aux pays dont l'état de préparation au numérique est bon et la possibilité pour les entreprises de toutes tailles de tirer parti du commerce électronique et de l'économie numérique.

Sélection pour le Prix 2023 du Secrétaire général de l'ONU

Le programme TrainForTrade, dont la CNUCED est responsable, faisait partie des candidats pour le Prix 2023 du Secrétaire général de l'ONU.

« Port Endeavor », jeu innovant conçu par le programme, aide les praticiens du monde entier à mieux comprendre comment la gestion portuaire peut être un véritable catalyseur pour la réalisation des ODD des Nations Unies.

Dans ce jeu de rôle multilingue, les participants incarnent des dirigeants portuaires à qui il est demandé de formuler des décisions d'investissement dans des activités durables, en s'aidant de la base de données du Programme mondial pour la durabilité portuaire, outil qui existe vraiment.

Ce jeu numérique a mobilisé plus de 1 600 professionnels de ports du monde entier, et en a fait des ambassadeurs de l'ONU pour les ODD.

Le programme TrainForTrade a aussi dispensé une formation axée sur le renforcement de la résilience des ports face aux pandémies, qui attiré un nombre record de 1 774 participants originaires de 134 pays. Le cours a reçu des évaluations particulièrement favorables et les taux de satisfaction et de réussite ont atteint 92 % et 78 %, respectivement.

Je suis très heureux d'avoir pris part au cours du « paragraphe 166 » [sur les grands problèmes économiques internationaux], qui m'a vraiment ouvert l'esprit. Les intervenants de la CNUCED étaient tous excellents et il y avait une large palette d'experts nationaux triés sur le volet.

Darko Mitev
Conseiller principal, Département du transit et des formalités douanières, Administration des douanes, Macédoine du Nord

Le renforcement des capacités porte ses fruits

La Division a continué de proposer des activités de formation à l'intention des décideurs, des diplomates en poste à Genève et d'autres acteurs de premier plan sur les grands problèmes économiques internationaux.

Une partie importante de ces activités relèvent du programme découlant du paragraphe 166 du Plan d'action de Bangkok, adopté à la dixième conférence quadriennale de la CNUCED en 2000.

Dans le cadre de ce programme, deux cours régionaux ont eu lieu en 2023, à Skopje et au Caire, respectivement.

Les participants ont indiqué que le cours leur avait permis de mieux comprendre des questions économiques et commerciales, allant de la transformation structurelle aux faits nouveaux dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation.

En matière de facilitation du commerce et des transports, la Division a aidé les pays en développement à réaliser des réformes, particulièrement en application de l'Accord de l'OMC sur la facilitation des échanges, conçu pour simplifier les formalités et réduire les coûts du commerce. La CNUCED a collaboré avec 70 pays partenaires et 10 communautés économiques régionales dans le domaine de la facilitation du commerce en 2023 et a organisé plus de 200 webinaires et réunions auxquels ont assisté 1 100 participants, dont environ 50 % de femmes.

La Division a aussi proposé une assistance technique, des activités de renforcement des capacités, des services consultatifs et des travaux d'analyse pour faciliter le transfert de connaissances et renforcer les capacités des comités nationaux de facilitation du commerce.

Principaux projets

Semaine de l'économie numérique 2023

- Plus de 150 séances au total, dont 18 réunions de haut niveau
- Plus de 3 500 participants inscrits issus de gouvernements, du secteur privé, d'organisations internationales, de la société civile et du monde universitaire
- Contribut ions de plus de 720 intervenants et modérateurs
- 159 pays représentés
- Vainqueur de la catégorie spéciale « Réunions efficaces et innovantes » lors de la neuvième édition des Geneva Engage Awards, pour avoir utilisé l'intelligence artificielle pour rendre compte des réunions pendant la Semaine de l'économie numérique 2023

Programme SYDONIA

102 Économies

- 38 PMA
- 23 PDSL
- 41 PEID

13 projets de guichet unique

- Barbade
- Burundi
- Comores
- Jamaïque
- Kazakhstan
- Rwanda
- Saint-Vincent-et-les-Grenadines
- Sao Tomé-et-Principe
- Timor-Leste
- Turkménistan
- Ouganda
- Vanuatu
- Zimbabwe

Transfert de savoir-faire
Plus de 300 séances de formation et plus de 3 000 participants

65 Projets opérationnels
(14 aux niveaux international et régional)

Gambie

23 % de **progression** des recettes douanières de 2022 à 2023

République de Moldova

15 minutes de délai pour valider les exportations de produits nationaux

Népal

Dédouanement des expéditions en moins de **20 heures**

Partenaires de financement

États · Banque asiatique de développement · Banque africaine de développement · COMESA · Banque européenne pour la reconstruction et le développement · Union européenne · CEDEAO · GiZ · Trade Mark Africa · PNUD · Banque mondiale

Bonne occasion d'apprentissage et de réflexion sur les grands problèmes économiques internationaux. Des cours régionaux comme le programme du « paragraphe 166 » sont l'occasion pour des diplomates comme moi d'échanger des idées, de créer des réseaux et de parfaire notre compréhension des questions économiques.

Khuzama O. M. Hannoon
Troisième secrétaire,
Ministère des affaires étrangères, État de Palestine

La Namibie utilise l'outil de suivi des réformes de la CNUCED, qui est particulièrement utile au comité national de facilitation du commerce, que l'administration fiscale namibienne préside. Cet outil garantit la pérennité des comités nationaux de facilitation du commerce car il facilite la gestion et le suivi des projets et permet un transfert systématique des connaissances. Depuis que j'ai commencé à l'utiliser, j'ai beaucoup appris et j'ai davantage collaboré avec les parties prenantes.

Julinda Makili
Fonctionnaire des douanes (hors classe),
administration fiscale namibienne

Service des statistiques de la CNUCED

Le Service des statistiques de la CNUCED joue un rôle central de coordination et d'appui de l'ensemble des activités statistiques de la CNUCED, en veillant à ce que les statistiques produites soient de qualité et respectent les normes internationales.

L'équipe du Service des statistiques de la CNUCED a pour mission de produire des statistiques et indicateurs officiels pour des domaines aussi divers que le commerce et le développement, le financement, la technologie, les transports, l'investissement et le développement durable, et de veiller à ce que les travaux de recherche et d'analyse et les grandes orientations reposent sur des bases solides.

L'équipe élabore des méthodes et des normes pour la collecte, la compilation et la diffusion de statistiques de qualité qui respectent les normes internationales. Ses tâches principales consistent notamment à produire des statistiques vérifiées par l'intermédiaire du centre de données UNCTADstat, à coordonner les activités relatives aux données, à dégager des éléments d'explication grâce à des méthodes innovantes et à contribuer au développement des statistiques internationales.

En outre, le Service des statistiques agit au niveau international pour aider les pays à renforcer leurs capacités statistiques et collabore dans le monde entier à l'élaboration de nouvelles statistiques et de nouvelles méthodes sur des sujets en rapport avec le mandat de la CNUCED.

Vue d'ensemble

Le Service des statistiques de la CNUCED fournit des données exactes pour éclairer les politiques et suivre les progrès dans le domaine économique, presque partout dans le monde. En 2023, la CNUCED a publié 130 statistiques officielles et élargi à 129 pays la couverture de l'indice de la croissance inclusive, outil évaluant l'inclusivité et la durabilité des économies.

L'année a été marquée par un dialogue international actif. En partenariat avec le Département des affaires économiques et sociales et le PNUD, le Service des statistiques de la CNUCED a mené une initiative des Nations Unies intitulée « Valoriser ce qui compte – un cadre pour aller au-delà du produit intérieur brut », qui sera centré sur le bien-être et les moyens d'action, le respect de la vie, une plus forte solidarité pour remédier aux inégalités, la mise en place d'une gouvernance participative, des économies éthiques et innovantes et l'amélioration de la résilience pour atténuer la vulnérabilité.

La CNUCED a aussi conçu des méthodes pour évaluer le coût de la réalisation des ODD. Les deux sujets ont été débattus lors du Sommet des Nations Unies sur les objectifs de développement durable, en septembre 2023.

La CNUCED a apporté une contribution technique aux manuels sur les statistiques commerciales, en reliant les statistiques sur les entreprises et les statistiques commerciales pour offrir un nouvel éclairage, tout en faisant progresser la gouvernance mondiale des données et en étant à l'initiative d'activités pour mettre en évidence la dimension de genre dans les statistiques commerciales.

La CNUCED est dépositaire de certains indicateurs des ODD, et des résultats concrets ont été enregistrés en 2023 à cet égard. Les pays ont pu communiquer de premiers chiffres officiels sur les flux financiers illicites, grâce au renforcement des capacités assuré par la CNUCED, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) et les cinq commissions régionales des Nations Unies.

Des pays pionniers ont aussi fait part de premières données sur le cadre de mesure de la coopération Sud-Sud, outil conçu par les pays du Sud pour rendre visible leur entraide en ce qui concerne le Programme 2030.

Principales questions

- Valoriser ce qui compte – un cadre pour aller au-delà du produit intérieur brut, afin de recalibrer la notion de « progrès » dans un monde aux prises avec une accumulation de crises liées aux préoccupations environnementales, au fardeau de la dette, à la guerre et à l'insécurité.
- Remédier au manque de données sur l'autonomisation économique des femmes afin de permettre des politiques ciblant davantage la dimension de genre ; aider les pays en développement à imaginer de nouvelles politiques en reliant et en réutilisant les données nationales existantes.
- Élaborer des méthodes et des outils crédibles pour évaluer le coût de la réalisation des ODD – en partenariat avec le Département des affaires économiques et sociales, le PNUD et ONU-Femmes.

Résultats

Le Service des statistiques de la CNUCED fournit des statistiques officielles et des indicateurs pour la recherche, l'analyse et les interventions en matière de commerce et de développement, y compris pour le financement, la technologie, le transport, l'investissement et le développement durable.

L'équipe de statisticiens offre des travaux d'analyse factuelle des questions relatives au commerce mondial et au développement, parallèlement à l'emploi de techniques et méthodologies novatrices permettant un nouvel éclairage. Elle aide les pays à renforcer leurs capacités statistiques et leur collaboration internationale.

L'équipe de statisticiens cherche à assurer un meilleur accès à des données fiables et utiles pour les politiques, grâce à UNCTADstat, portail de statistiques officielles sur le commerce, l'économie, les capacités productives, l'économie numérique, les dépenses publiques, l'investissement étranger direct et divers types de commerce (matières plastiques, produits de la mer, biens et services du secteur de la création, produits du biocommerce, etc.). Les statistiques relatives au commerce des marchandises et des services sont compilées et publiées conjointement avec l'OMC.

En septembre 2023, la CNUCED a mis en service un centre de données UNCTADstat modernisé. De nouveaux jeux de données ont été publiés, notamment l'indice de la croissance inclusive, l'indice de préparation aux technologies et la série des dépenses publiques par secteur. En 2023, UNCTADstat a enregistré plus de 812 000 consultations, dont plus de 7,7 millions de pages vues et 505 000 téléchargements de données par près de 342 000 utilisateurs.

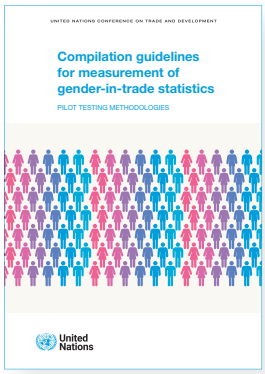
Des statistiques de qualité pour le développement

En période d'incertitude, des statistiques et des analyses fiables sont encore plus indispensables. Le Service collabore donc avec le Groupe d'intervention mondiale des Nations Unies face aux crises par ses compétences en science des données et son savoir-faire méthodologique, en particulier concernant les données sur les produits alimentaires, l'énergie et les prix.

Milieu 2023, on ne peut pas dire que les ODD soient en bonne voie d'être atteints. Pour remédier au manque de données afin de permettre une action plus ciblée, la CNUCED a publié en septembre une première estimation des dépenses nécessaires pour accélérer la transition vers les ODD et promouvoir l'égalité entre les sexes, accompagnée d'un référentiel d'outils pour aider les États membres, le tout étant disponible à l'adresse le site unctad.org/sdg-costing. L'analyse couvre plus de 90 pays et 72 % de la population mondiale, en mettant l'accent sur 48 pays en développement.

Paru en décembre, le Manuel de statistiques a réuni des chiffres clefs en une analyse vivante et interactive du commerce international, de l'économie, de l'investissement, des transports maritimes et du développement. Il a été complété par la publication *SDG Pulse* de la CNUCED, qui est centrée de même sur des chiffres clefs, mais pour les questions relatives au développement durable. *SDG Pulse* a été restructuré en 2023 pour traiter du multilatéralisme, du financement du développement, de la diversification et de la durabilité.

En outre, la version 2.0 de l'indice des capacités productives a été publiée, avec des améliorations concernant la méthodologie et les sources de données. La nouvelle version bonifie un outil particulièrement utile aux pays pour évaluer leurs capacités de production et concevoir des interventions efficaces. Les données sont accessibles par le centre de données UNCTADstat.



Consolider le renforcement des capacités

La CNUCED touche un large groupe de statisticiens et d'utilisateurs de données. En 2023, l'OMC et la Division de statistique de l'ONU, en collaboration avec le Service des statistiques de la CNUCED et le programme TrainForTrade, ont formé 2 494 participants originaires de 176 pays aux méthodes de compilation et d'utilisation des statistiques du commerce international.

Parmi les participants, 58 % étaient des hommes et 42 % des femmes ; 74 % des participants ont réussi la formation et obtenu un certificat. D'après les avis recueillis, 89 % des stagiaires ont été satisfaits de la formation.

Par ailleurs, dans le cadre d'un projet visant à améliorer les statistiques du genre et du commerce dans les pays en développement, 106 participants ont été formés à la mise en corrélation des statistiques nationales existantes pour l'évaluation de la place des femmes dans le commerce. Ce processus, nommé « couplage de microdonnées », offre une solution de remplacement économique et fiable à la création de nouvelles enquêtes ponctuelles. En collaboration avec les commissions régionales de l'ONU pour l'Afrique et l'Europe, la CNUCED a organisé des séances de formation à cette méthodologie et a publié des lignes directrices pour la compilation des données à la suite de ce projet, qu'elle a présenté notamment au neuvième Forum international des Nations Unies sur les statistiques du genre.

Une collaboration de vaste portée

En 2023, la CNUCED a engagé des travaux visant à mesurer la coopération Sud-Sud à l'aide de méthodes conçues avec 51 experts de 16 pays et 10 organisations internationales.

La CNUCED et les commissions régionales de l'ONU ont organisé une réunion interrégionale de lancement d'un projet mondial sur la mesure des flux financiers illicites pour lequel 38 experts de 10 pays ont été formés.

Plus généralement, environ 400 experts ont participé à des réunions en ligne et présenté leurs pratiques nationales concernant la mesure des flux financiers illicites liés à la fiscalité, au commerce et à la criminalité.

Dans le cadre d'un projet avec l'Organisation mondiale de la Santé, le Service des statistiques de la CNUCED a développé de nouvelles classifications et méthodes pour l'analyse des données sur le commerce des produits alimentaires transformés.

En 2021, les produits alimentaires ont représenté 8 % du commerce mondial, soit une valeur de 1 700 milliards de dollars, contre 6 % en 2000. La composition du commerce des produits alimentaires peut avoir des conséquences sanitaires importantes. C'est pourquoi, afin de permettre un suivi, des données détaillées sur les flux commerciaux sont publiées dans UNCTADstat depuis début 2024.

En 2023, les mécanismes de coordination dans le domaine statistique ont été renforcés. La Secrétaire générale de la CNUCED, Rebeca Grynspan, a signé la Déclaration sur la qualité des statistiques de la CNUCED, au titre de la version actualisée du cadre d'assurance qualité des statistiques de la CNUCED, et a établi un calendrier de publication des statistiques et un programme statistique annuel pour l'ensemble de l'organisation.

Principaux projets

- Activation d'un projet mondial, sous la responsabilité de la Commission économique pour l'Afrique, pour aider **huit pays** à produire des estimations normalisées des **flux financiers illicites** et à transmettre ces données à leurs services d'enquête et d'analyse en vue d'une riposte efficace.
- Lancement d'un projet mondial pour aider les pays en développement à mieux **quantifier la coopération Sud-Sud** pour mobiliser des fonds pour le développement durable. La première réunion d'experts a rassemblé **16 pays en développement** et plus de **10 organisations partenaires** à Brasilia.
- Achèvement d'un projet **quadriennal** du Compte de l'ONU pour le développement sur les **données** et les statistiques pour des **politiques** commerciales plus respectueuses de la **dimension de genre**, qui a aidé **six pays** à établir et utiliser des statistiques pour remédier aux disparités hommes-femmes dans le commerce.
- Achèvement du Système d'information sur les statistiques du commerce des services pour la collecte et la compilation de statistiques sur le commerce international des services. **Huit pays d'Afrique de l'Ouest** utilisent cet outil pour assurer des bases objectives à leur politique commerciale et produire des statistiques comparables sur le plan international.

Perspectives

En 2023, la CNUCED a fourni des statistiques de qualité qui ont contribué à promouvoir un développement économique inclusif, à améliorer la transparence et à mettre à la disposition des gouvernements et des parties prenantes des données utiles et des outils reposant sur des éléments objectifs.

À l'horizon 2024, la demande de données fiables reste importante. C'est ce qui ressort de résolutions politiques de haut niveau dans lesquelles la CNUCED est priée de « consolider le renforcement des capacités relatives au cadre conceptuel volontaire initial pour la mesure de la coopération Sud-Sud fondé sur des mécanismes dirigés par les pays » et de renforcer l'appui assuré aux autorités nationales pour mesurer les flux financiers illicites en coopération avec l'ONUDC.

Dans le contexte du financement du développement, « il faut d'urgence établir des méthodes de mesure des progrès accomplis en matière de développement durable » qui ne se limitent pas au produit intérieur brut. Pour répondre à ces attentes croissantes de développement des statistiques, la CNUCED doit renforcer sa collaboration avec le système des Nations Unies, les États membres et d'autres partenaires.

Bureau de New York

La CNUCED a poursuivi sa contribution de fond aux processus intergouvernementaux et interinstitutions organisés à New York. Dans une période de remise en question du multilatéralisme, la CNUCED a contribué à la formation de consensus au sein de la Commission des questions économiques et financières de l'Assemblée générale (Deuxième Commission) sur plusieurs questions fondamentales pour le développement, parmi lesquelles :

- **Le commerce international**
- **Les produits de base**
- **L'investissement**
- **Les technologies de l'information et de la communication**
- **La science, la technologie et l'innovation**
- **L'économie de la création (nouveau point de l'ordre du jour de l'Assemblée générale des Nations Unies depuis 2023)**
- **La viabilité de l'endettement**
- **Les flux financiers illicites**

La CNUCED s'est chargée d'élaborer et de présenter les rapports du Secrétaire général de l'ONU correspondant aux résolutions mentionnées ci-dessus. Ces rapports ont donné à la Deuxième Commission de l'Assemblée générale les éléments de fond indispensables à ses délibérations. En outre, la CNUCED a concouru directement, un mois durant, à la négociation de 7 des 41 résolutions dont la Deuxième Commission était saisie à la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale. La CNUCED a aussi appuyé la négociation d'une nouvelle résolution de l'Assemblée générale proclamant le 16 septembre Journée internationale pour la science, la technologie et l'innovation dans le Sud.

Au cours de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale, la CNUCED a coorganisé la manifestation parallèle commune du Conseil économique et social et de la Deuxième Commission sur le thème « Tirer parti des produits de base pour un développement économique durable ».

À cette occasion, Joseph Stiglitz, lauréat du prix Nobel, a prononcé un discours liminaire, et le rôle éminent de la CNUCED dans ce domaine de compétence, l'un de ses plus anciens, a été souligné.

Un aspect important du rôle de la CNUCED à New York concerne la participation directe de ses hauts fonctionnaires.

Cela se concrétise par des interventions publiques telles que celles de la Secrétaire générale de la CNUCED dans le contexte du Sommet sur les objectifs de développement durable et lors de la semaine de haut niveau de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi que pendant quelque 140 réunions bilatérales appuyées par le Bureau de New York. Ces interventions ont aidé à positionner les activités de la CNUCED à New York et ont renforcé sa contribution au débat multilatéral sur le développement, notamment dans le cadre de l'initiative à fort impact *Transforming4Trade*, dont la CNUCED est responsable, pour la réalisation des ODD, présentée lors du Week-end d'action pour les objectifs de développement durable en septembre 2023.

À l'approche de la semaine de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies, la CNUCED a été invitée par Cuba, qui présidait le Groupe des 77, à contribuer au Sommet de La Havane sur la science et la technologie, organisé par le Groupe des 77 et la Chine. La participation de la CNUCED à cette manifestation, coordonnée depuis New York, a contribué à l'élaboration de la position du Groupe des 77 pour une série de débats intergouvernementaux.

La participation de la CNUCED à New York a été renforcée par les contributions de fond du Vice-Secrétaire général de la CNUCED, du Président du Conseil du commerce et du développement (pour le Forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement), et du Président de la Commission de la science et de la technologie au service du développement, toutes facilitées par le Bureau de la CNUCED à New York. Des fonctionnaires de la CNUCED ont aussi contribué aux travaux de l'Assemblée générale, en particulier à ceux de la Deuxième Commission, du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, y compris la Commission de statistique de l'ONU.

Tout au long de l'année, le Bureau de la CNUCED à New York a joué un rôle de premier plan en coordonnant la contribution de la CNUCED aux mécanismes de financement du développement définis dans le Programme d'action d'Addis-Abeba. Il a notamment aidé la CNUCED à maintenir sa place parmi les cinq grands acteurs institutionnels du processus de financement du développement et à exercer ses fonctions de membre de l'Équipe spéciale interinstitutions chargée d'établir le rapport de l'ONU sur le financement du développement durable.

En outre, la CNUCED a été coresponsable des travaux du Groupe de travail interinstitutions des Nations Unies sur la science, la technologie et l'innovation, qui organise le forum multipartite sur la science, la technologie et l'innovation pour la réalisation des ODD, mécanisme institué par le Programme d'action d'Addis-Abeba.

Forte de sa longue expérience des difficultés des pays en situation particulière, la CNUCED a pris part aux travaux préparatoires de la quatrième Conférence internationale sur les petits États insulaires en développement et de la troisième Conférence internationale sur les pays en développement sans littoral. Le Bureau de la CNUCED à New York a largement contribué à ces processus en s'appuyant sur les travaux de la CNUCED, en particulier l'indice des capacités productives, ainsi que les travaux de l'organisation dans les domaines de la science, de la technologie et de l'innovation, de la transformation numérique, du financement, de l'investissement, du commerce, des transports et de la facilitation du commerce.

La contribution de la CNUCED à New York a aussi été reconnue par l'invitation du Chef du Bureau de New York à siéger au groupe de conseillers du Président de la soixante-dix-huitième session de l'Assemblée générale, S. E. M. Dennis Francis, pour les questions relatives aux pays les moins avancés, aux pays en développement sans littoral et aux petits États insulaires en développement.

Nations Unies
Commission économique pour l'Afrique

Bureau régional pour l'Afrique

Le Bureau régional pour l'Afrique, situé à Addis-Abeba (Éthiopie), contribue à l'action de la CNUCED en aidant les pays d'Afrique et leurs peuples à tirer parti de l'économie mondiale. Il facilite des initiatives de commerce et de développement menées par la CNUCED pour promouvoir le développement durable et favoriser une croissance économique inclusive en Afrique, notamment en contribuant à l'application de l'Accord portant création de la Zone de libre-échange continentale africaine.

En 2023, le Bureau régional pour l'Afrique a transféré ses locaux dans le complexe de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique à Addis-Abeba. Ce transfert stratégique positionne le Bureau sur le même site que les autres organismes des Nations Unies, ce qui favorise une collaboration accrue avec eux.

Pendant l'année, le Bureau a organisé deux manifestations pour diffuser les messages clefs et les recommandations figurant dans le *Rapport 2023 sur le développement économique en Afrique* et le *Rapport 2023 sur les pays les moins avancés*.

Ces activités, organisées à destination de plus de 100 partenaires africains, ont favorisé le dialogue sur les thèmes traités dans les rapports, à savoir le potentiel de l'Afrique dans les chaînes d'approvisionnement à forte intensité technologique et le financement du développement à l'épreuve des crises.

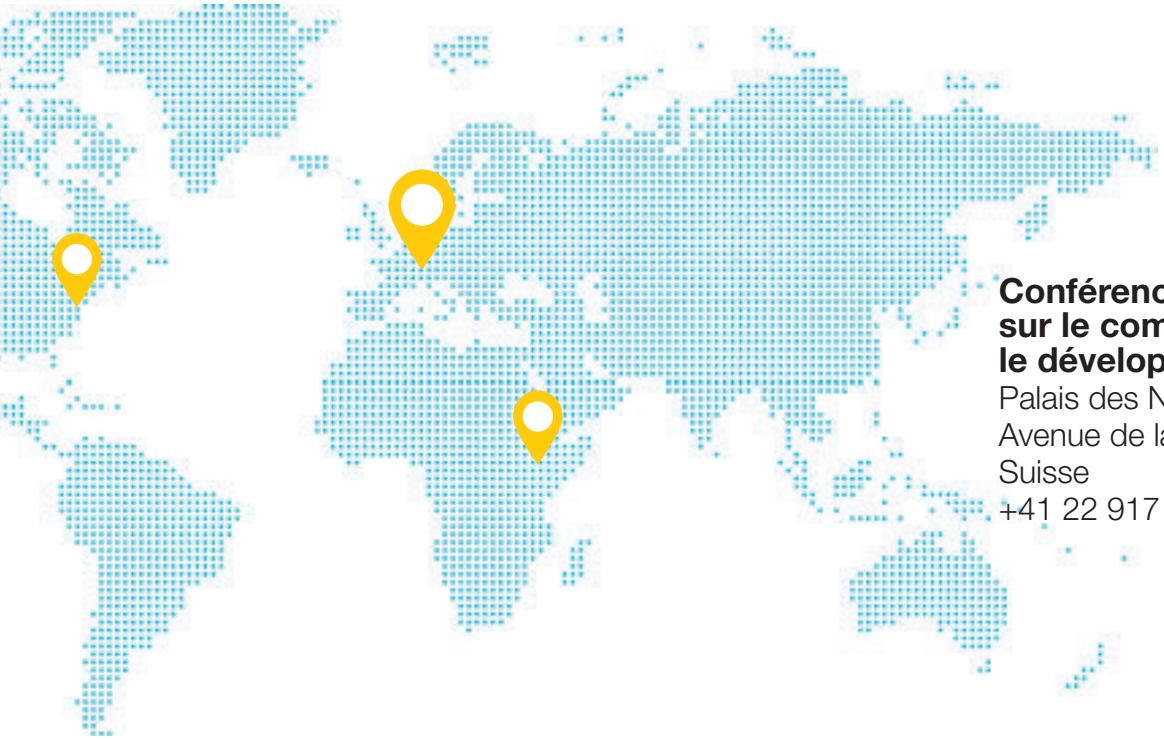
Le Bureau a aussi distribué 1 300 exemplaires des publications phares de la CNUCED et de sa série d'instruments de coopération technique aux ambassades et missions permanentes sises à Addis-Abeba, aux universités et à d'autres parties prenantes.

Pour accroître la visibilité des travaux de la CNUCED, le Bureau a renforcé son dialogue avec l'Union africaine et les États membres ayant des missions permanentes et des ambassades à Addis-Abeba et d'autres parties prenantes en Afrique.

Il a aussi développé ses activités de communication et d'information auprès de publics situés dans toute l'Afrique et a redoublé d'efforts pour mobiliser des ressources à l'appui d'initiatives prioritaires comme la Zone de libre-échange continentale africaine et faciliter l'assistance technique sur le continent.

En 2024, le Bureau poursuivra ses activités principales et redoublera d'efforts pour :

- Redynamiser le dialogue avec les États membres, les commissions économiques régionales et d'autres parties prenantes partout en Afrique afin d'accroître la visibilité de la CNUCED et de développer les partenariats ;
- Diffuser les travaux de la CNUCED, notamment ses publications phares, ses autres publications, ses produits de recherche et ses projets en Afrique, et mettre en lumière les activités axées sur le développement du continent.



Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
Palais des Nations, 8-14
Avenue de la Paix, 1211 Genève 10
Suisse
+41 22 917 1234

La présente publication a été revue par un service d'édition externe.

Contacter la CNUCED

Les représentants de gouvernements ou de missions permanentes auprès de l'ONU peuvent s'adresser à :
ioss@unctad.org
+41 22 917 2222

Les journalistes qui souhaitent recevoir les articles médias de la CNUCED peuvent s'inscrire en ligne ou prendre contact avec son service de presse :
unctadpress@unctad.org
+41 22 917 5825

Les représentants d'organisations de la société civile peuvent s'adresser à :
cso@unctad.org
+41 22 917 5552

Pour organiser une visite d'étudiants, s'adresser à :
unctadinfo@unctad.org

Printed at United Nations, Geneva – 2410371 **(F)** – November 2024 – 42 – **UNCTAD/OSG/2024/1**